

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 331

10 mai 1999

SOMMAIRE

Adélaïde, Sicav, Luxembourg	page 15883	Imperio International S.A., Luxembourg-Strassen	15875
Alveccio S.A.H., Echternach	15887	Inrede S.A., Luxembourg	15879
Anbeca Holding S.A., Luxembourg	15877	Lion One S.A.	15863
Aqua, Sicav, Luxembourg	15870	Lucchini International S.A.H., Luxembg ..	15842, 15843
Aquilon S.A., Luxembourg	15871	M & J Corporation S.A., Luxembourg	15877
Arbed S.A., Luxembourg	15873	Mobilinvest, Sicav, Luxembourg	15879
Arcalia International, Sicav, Luxembourg	15882	Multilink, Sicav, Luxembourg	15875
ATLI - Advanced Technology Luxembourg Invest- ment S.A., Luxembourg	15878	Olipartex Holding S.A.	15874
Aviatour International S.A.	15863	Orphée S.A., Strassen	15885
Axxiel S.A.H., Luxembourg	15864	Pecap, Sicav, Luxembourg	15881
Berox S.A., Luxembourg	15876	PEF Holding (Luxembourg) S.A., Luxembourg ..	15879
Bio-Tech International S.A., Luxembourg	15879	Petercam Moneta, Sicav, Luxembourg	15880
Bond Universalis, Sicav, Luxembourg	15881	Pole Star Holdings S.A., Luxembourg	15875
BPER International, Sicav, Luxembourg	15880	Provac S.A.	15869
CDC International Fund, Sicav, Luxembourg	15884	Proventus, Sicav, Luxembourg	15882
Citiselect, Sicav, Luxembourg	15888	R.I.E. Réalisation Immobilière Européenne S.A., Luxembourg	15878
CLT-UFA S.A., Luxembourg-Kirchberg	15885	Roni S.A., Luxembourg	15886
Cosmos Lux International, Sicav, Luxembourg ..	15881	Selangor Holding S.A., Luxembourg	15887
Davis Financière Invest, Luxembourg	15866	Selar S.A., Luxembourg	15885
Demba Investissement S.A., Luxembourg	15871	Sen Mon Fund, Sicav, Luxembourg	15882
DG Lux Multimanager I, Sicav, Luxembourg- Strassen	15887	Shantar Holding S.A., Luxembourg	15878
Donabra S.A.	15869	Sichel S.A., Pontpierre	15876
EDM International, Sicav, Luxembourg	15873	Siint Holding S.A., Luxembourg	15842
Espirito Santo Financial Group S.A., Luxembourg- Kirchberg	15871	Sobim S.A., Luxembourg	15872
Eurobc, Sicav, Luxembourg	15869	Socfinal S.A., Luxembourg	15888
European Metallurgic S.A., Luxembourg	15883	Société Anonyme des Anciens Etablissements Raymond Goedert, Luxembourg	15872
Euro Stillhalter, Sicav, Luxembourg	15884	Sofinlux S.A.H., Luxembourg	15843
Filitlux S.A., Luxembourg	15877	Sogelux Fund II, Sicav, Luxembourg	15886
Finibanco International Asset Management S.A., Luxembourg	15845, 15870	Standard Fund Management (Luxembourg) Umbrella Fund, Sicav, Luxembourg	15863
Fixed Income Transworld Fund, Sicav, Luxembg	15883	Thales S.A., Luxembourg	15877
Fruitilux, Sicav, Luxembourg	15872	Trans-Sud, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	15868
Gremir S.A., Strassen	15886	(D')Urville S.A.H., Strassen	15871
Immocorp, Sicav, Luxembourg	15876	Xbis Services, S.à r.l., Luxembourg	15868
		Ziegelbauer G.m.b.H.	15869

LUCCHINI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 28.171.

SIINT HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 38.779.

PROJET DE FUSION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le trois mai.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1) Monsieur Gustave Stoffel, employé privé, demeurant à Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme holding de droit luxembourgeois LUCCHINI INTERNATIONAL S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 7 juin 1988, publié au Mémorial C numéro 219 du 13 août 1988,

les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 27 avril 1999, en voie de publication au Mémorial C, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 28.171.

Monsieur Gustave Stoffel, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 30 avril 1999,

dénommée ci-après «la société absorbante» d'une part, et

2) Monsieur Gustave Stoffel, employé privé, demeurant à Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme holding de droit luxembourgeois SIINT HOLDING S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, constituée par acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, le 10 décembre 1991, publié au Mémorial C page 9664 année 1992,

les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par Maître Frank Baden en date du 27 novembre 1992, publié au Mémorial C page 4450 année 1993, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 38.779.

Monsieur Gustave Stoffel, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 30 avril 1999,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part,

ces deux sociétés, constituées conformément à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents.

Une copie des procès-verbaux des Conseils d'administration reste annexée au présent acte.

Lequel comparant es qualité qu'il agit a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

1) La société LUCCHINI INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 28.171, au capital social de trente et un millions cinquante mille soixante Euro (EUR 31.050.060), représenté par trois millions cent cinq mille six (3.105.006) actions d'une valeur nominale de dix Euro (EUR 10) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Cette société détient l'intégralité (100%) des actions représentant la totalité du capital social soit 50.000 (cinquante mille) actions donnant droit de vote de la société SIINT HOLDING S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège est établi à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 38.779,

au capital social de DEM 5.000.000,- (cinq millions de Deutsche Mark) représenté par 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de DEM 100,- (cent Deutsche Mark), chacune.

Aucun autre titre donnant droit de vote n'ayant été émis par les sociétés fusionnantes.

2) La société anonyme LUCCHINI INTERNATIONAL S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents avec la société anonyme SIINT HOLDING S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3) La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 11 juin 1999.

4) Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5) La fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6) Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7) Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des parts du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8) A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant sur 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9) Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

10) Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

11) Dispositions diverses.

Formalités

La société absorbante:

- * effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- * fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- * effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (de prêt, de travail, de fiducie), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Stoffel, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 1999, vol. 2CS, fol. 66, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 1999.

J. Delvaux.

(20611/208/112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

LUCCHINI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 28.171.

SOFINLUX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 30.145.

PROJET DE FUSION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le trois mai.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Gustave Stoffel, employé privé, demeurant à Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme holding de droit luxembourgeois LUCCHINI INTERNATIONAL S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 7 juin 1988, publié au Mémorial C numéro 219 du 13 août 1988, les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 27 avril 1999, en voie de publication au Mémorial C, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 28.171.

Monsieur Gustave Stoffel, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 30 avril 1999,

dénommée ci-après «la société absorbante» d'une part, et

2) Monsieur Gustave Stoffel, employé privé, demeurant à Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme holding de droit luxembourgeois SOFINLUX S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 13 mars 1989, publié au Mémorial C page 9476 année 1989,

les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le susdit notaire Marc Elter en date du 7 juillet 1992, publié au Mémorial C page 24572 année 1992,

inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 30.145.

Monsieur Gustave Stoffel, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 30 avril 1999,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part,

ces deux sociétés, constituées conformément à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents.

Une copie des procès-verbaux des conseils d'administration reste annexée aux présentes.

Lequel comparant ès qualité qu'il agit a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

1) La société LUCCHINI INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 28.171, au capital social de trente et un millions cinquante mille soixante Euro (EUR 31.050.060), représenté par trois millions cent cinq mille six (3.105.006) actions d'une valeur nominale de dix Euro (EUR 10) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Cette société détient l'intégralité (100%) des actions représentant la totalité du capital social soit 1.420.000 (un million quatre cent vingt mille) actions donnant droit de vote de la société SOFINLUX S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège est établi à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 30.145,

au capital social de EUR 14.200.000 (quatorze millions deux cent mille euro) représenté par 1.420.000 (un million quatre cent vingt mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euro), chacune.

Aucun autre titre donnant droit de vote n'ayant été émis par les sociétés fusionnantes.

2) La société anonyme LUCCHINI INTERNATIONAL S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents avec la société anonyme SOFINLUX S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3) La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 11 juin 1999.

4) Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5) La fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6) Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a), b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7) Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5 % (cinq pour cent) des parts du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8) A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant sur 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9) Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

10) Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

11) Dispositions diverses.

Formalités

La société absorbante:

- * effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- * fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- * effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (de prêt, de travail, de fiducie), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Stoffel, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 1999, vol. 2CS, fol. 66, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 1999.

J. Delvaux.

(20612/208/112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

FINIBANCO INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT, Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 64.705.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the twenty-seventh of April.

Before Maître Reginald Neuman, notary residing in Luxembourg.

Appeared Mr Germain Trichies, Director of CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., residing in Schweich, acting on behalf of FINIBANCO INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT S.A. (the «Company»), a société anonyme having its registered office in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, incorporated by deed of Maître Reginald Neuman, notary residing in Luxembourg, on 15th June, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 489 of the 2nd June 1998, acting as management company of FINIBANCO PORTFOLIO FUND (the «Fund»), by virtue of a proxy dated which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be annexed to this deed and submitted to the formality of registration.

The appearing party declared and requested the undersigned notary to record:

I. That on 26 April 1999 the board of directors of the Company approved a draft of articles of incorporation of an investment company with variable capital (SICAV) which the Company intends to have recorded by notarial deed and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations pursuant to a procedure contemplated by article 29 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, for the purpose of submitting them to a general meeting of unitholders of the Fund for adoption at a general meeting of unitholders which the Company intends to convene in order to resolve on the conversion of the open ended unincorporated mutual fund into an investment company with variable capital in accordance with the provisions of article 110 of the law of 30th March 1988 regarding undertakings for collective investments.

II. That the draft articles of incorporation by the Company for submission to unitholders of the Fund is as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of FINIBANCO PORTFOLIO FUND (the «Corporation»).

Art. 2. The Corporation is established for an undetermined period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities and other assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent of fifty million Luxembourg francs (LUF 50,000,000.-) in Euro.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at the net asset value per share or at the respective net asset value per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in pools of assets established pursuant to article 23 hereof and shall invest shares or units of other undertakings for collective investments and/or in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such other types of equity or debt securities or such other areas or sectors, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The Board of Directors may further decide, in connection with each such pool of assets to create two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each sub-class. For the purpose of determining the capital of the Corporation, the assets and liabilities attributable to each class shall, if not expressed in Euro respectively, be translated into Euro respectively and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Art. 6. Shares are issued in registered form. The Directors may however in their discretion decide to issue shares in bearer form. In respect of bearer shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, he may be charged the cost of such exchange. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. In case the Board of Directors has elected to issue certificates in respect of registered shares and a shareholder does not elect to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their addresses in the Register of Shareholders and, in respect of bearer shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Corporation for such purpose.

All issued shares of the Corporation other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefor by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Corporation, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a share other than a bearer share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Corporation or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Corporation upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued. Any balance of bearer shares for which no certificate may be issued because of the denomination of the certificates, as well as fractions of such shares may either be issued in registered form or the corresponding payment will be returned to the shareholder as the Board of Directors of the Corporation may from time to time determine.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance Corporation but without restriction thereto, as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 8. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if such holding may result in a breach of law by the Corporation or if as a result of such holding the Corporation may suffer adverse tax consequences.

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any U.S. person, as defined hereafter, or any person who is holding shares in breach of any legal or regulatory requirement or whose holding would affect the tax status of the Corporation or would otherwise be detrimental to the Corporation or its shareholders, (hereafter «restricted persons»), and for such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a restricted person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in restricted persons and

c) where it appears to the Corporation that any restricted person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the Register of Shareholders.

2) The price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called «the purchase price») shall be an amount equal to the per share redemption price of shares in the Corporation, determined in accordance with Article 21 hereof.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles, «U.S. person», subject to such applicable law and to such changes as the Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia («United States») (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax,

provided, however, that the term «U.S. person» shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 2nd Thursday of the month of April at 11.00 am and for the first time in 1999. If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or telefax.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If any bearer shares are outstanding, notice shall, in addition, be published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

Art. 13. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another Director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another Director as his proxy.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation.

Upon the initiative of the chairman, or in case of unavailability, of a vice-chairman or any other member of the Board of Directors and with the consent of all members of the Board of Directors, decisions may be taken by way of written documents, meaning by way of letter, telex or telefax (circular resolutions). The circular issued to the members of the Board of Directors contains a deadline which is applicable for any recourse against the procedure and for the casting of the vote.

The absence of any recourse against the procedure will be considered as a consent to the procedure. The absence of casting of any vote will be considered as an abstention. The decisions by circular resolution may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Directors or any committee of Directors by means of a conference telephone or other telecommunications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other speak and such participation in a meeting shall constitute presence in person at the meeting.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

Investments of the Corporation may be made either directly or indirectly through wholly owned intermediate subsidiaries incorporated in any suitable jurisdiction and carrying on management activities exclusively for the Corporation, and this primarily, but not solely, for the purposes of greater tax efficiency. Any reference in these Articles of Incorporation to «investments» and «assets» shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

Art. 17. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Corporation who serves as a Director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving FINIBANCO S.A. any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

Art. 18. The Corporation may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

Art. 19. The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors, by the individual signature of any duly authorised officer of the Corporation or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. The Corporation shall appoint an authorised auditor who shall carry out the duties prescribed by the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings. The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

Art. 21. As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation. The redemption price shall be paid not later than 10 business days after the date on which the request for redemption has been received or after the date on which all the relevant documentation has been received by the Corporation, if later, and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less such redemption charge as the Board of Directors may by regulation decide. The Directors may decide to reduce the Net Asset Value by a charge which they may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) («dealing charges») which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is in the opinion of the Directors acting prudently and in good faith proper to take into account. The resulting price may be rounded down to the nearest whole unit of currency in which the relevant class of shares is designated, such rounding to accrue to the benefit of the Corporation.

Any redemption notice and request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for

redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first valuation day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, adjusted by the relevant dealing charges, and rounded up or down as the Directors may decide, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall consider to be in the interest of the Corporation and its shareholders generally.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder in shares of one class below the equivalent of ECU or such other value as the Board of Directors may determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion of all his shares of such class.

In the event that requests for redemption of shares of any class (whether by a single shareholder or otherwise) falling to be carried out on any Valuation Day should exceed 10 % of the shares of that class in issue on such Valuation Day, the Fund may restrict the number of redemptions to 10 % of the total number of the shares of that class in issue on such Valuation Day, such limitation to apply to all shareholders having tendered their shares of such class for redemption on such Valuation Day pro rata of the shares of such class tendered by them for redemption. Any redemptions not carried out on that day will be carried forward to the next Valuation Day and will be dealt with on that Valuation Day subject to the aforesaid limitation in priority according to the date of receipt of the request for redemption.

Art. 22. For the purpose of determination of the issue, redemption and conversion prices, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than once a month, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Day»), provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg or in any other place to be determined by the Board of Directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday.

The Corporation may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class in the following circumstances:

- a) if a market which is the basis for the valuation of a major portion of the assets of a class is closed, for reasons other than ordinary holidays, or when trading on such a market is restricted or suspended,
- b) if the valuation of the net asset value or the redemption price of the shares or units of a significant position of the undertakings for collective investment has been suspended or cannot be determined;
- c) if for political, economic, military, monetary or other emergencies which are beyond the control of the Corporation, disposal of the assets of a class is under normal circumstances not possible or if it is not in the interest of shareholders,
- d) in case of a break down of normal means of communication or when for any reasons the value of a major portion of the assets of a class cannot be determined,
- e) if due to foreign exchange restrictions or other restrictions affecting the transfers of assets, the transactions of the Corporation are rendered impracticable or purchase and sales of the Corporation cannot be affected at normal rates.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the Corporation and shall be notified to investors applying for the issue, the conversion or the repurchase of shares by the Corporation at the time of the filing of the written request for such purchase as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares if such circumstances justifying the suspension are not applicable to the investments made on behalf of such class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Corporation shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at the close of business on such date, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum up or down to the nearest unit of currency, in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all units or shares in undertakings for collective investments, all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) Securities which are listed on a stock exchange or which are regularly traded on such shall be valued at the last available price. If such a price is not available, but a closing mid price (the mean of the quoted closing bid and ask prices) or a closing bid price is available, then the closing mid price, or alternatively the closing bid price, may be taken as a basis for the valuation.

If a security is traded on several stock exchanges, the valuation shall be made by reference to the exchange which is the principal market for such security.

In the case of securities for which trading on a stock exchange is not significant but which are bought and sold on a secondary market among securities dealers (with the effect that the price is set on a market basis), the valuation may be based on this secondary market.

2) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as securities listed on a stock exchange.

3) Shares or units in an open-ended undertaking for collective investments will be valued at the last known net asset value which is computed for such shares or units; or a net asset value estimated on the basis of the information available to the Board of Directors if, in the opinion of the Board of Directors, such estimated net asset value is deemed more adequate in the light of the interest of the shareholders.

4) Securities that are not listed on a stock exchange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price; if no such price is available, the Board of Directors shall value these securities in accordance with other criteria to be established by the Board of Directors and on the basis of the sales prices that can probably be achieved.

5) Bank deposits shall be valued at their nominal value plus accrued interest. For purposes of issue and redemption, all interest may be projected to the payment date.

6) The valuation price of a money market instrument shall be progressively adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and keeping the resultant yield constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.

7) The amounts resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of each pool of assets at the prevailing mid-rate. Foreign exchange transactions made for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorised and approved by the Board of Directors and
- e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation.

In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising, among others, formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses of accountants, custodian and correspondants, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Corporation shall establish pools of assets in the following manner:

a) the proceeds to be received from the issue of shares of a specific class or sub-class shall be applied in the books of the Corporation to the pool established for that class or sub-classes of shares, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such pool attributable to the sub-class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or sub-class(es) shall be applied to the corresponding pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated equally to all the pools and within each pool pro rata to the net asset values of the relevant sub-classes of shares provided that insofar as justified by the amounts, the allocation among the pools may also be made on the basis of the net asset value of the pools, and provided further that all liabilities, whatever

pool they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Corporation as a whole;

e) when sub-class specific expenses are paid for any sub-class and/or higher dividends are distributed to shares of a given sub-class, the net asset value of the relevant sub-class of shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such sub-class of shares) and the net asset value attributable to the other sub-class or sub-classes of shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such other sub-class or sub-classes of shares);

f) when sub-class specific assets, if any, cease to be attributable to one or several sub-class only, and/or when income or assets derived therefrom are to be attributed to all sub-classes of shares issued in connection with the same pool, the share of the relevant sub-class shall increase in the proportion of such contribution; and

g) whenever shares of any sub-class are issued or redeemed, the entitlement to the pool of assets attributable to the corresponding sub-class of shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Corporation for such issue or redemption.

D. For the purposes of this Article:

a) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) shares to be issued by the Corporation pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day on which the issue price thereof was determined and such price, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

E. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets referred to in section C. of this article 23 (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so in accordance with the following provisions.

(a) Any such enlarged asset pool («Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

(b) The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Funds and the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

(c) Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

Art. 24. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares together, if the Directors so decide, with such sum as the Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Directors proper to take into account, plus such commission as the sale documents may provide, such price to be rounded up to the nearest whole unit of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated, if the Directors so decide. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid out of such commission. The price so determined shall be payable not later than seven business days after the date on which the application was accepted or within such shorter delay as the Board of Directors may determine from time to time.

Art. 25. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year. The accounts as at 31st December 1999 shall take account of all assets, liabilities, income and expenditure of the fonds commun de placement FINIBANCO PORTFOLIO FUND.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 26. The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Corporation became less than the minimum prescribed by law.

The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of Directors.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Art. 27. The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the law regarding collective investment undertakings (the «Custodian»). All securities and cash of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall use their best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 28. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

The liquidation of a pool by a compulsory redemption of shares related to such pool may be made in circumstances where, for a period of more than ninety consecutive days, the value (at their respective net asset value) of all outstanding shares related to a same pool shall be less than Euro 500,000.- or its equivalent amount in other currencies as appropriate. In such cases, the Corporation may (by written notice to all holders of shares concerned given within five weeks of such time) redeem, on the next Valuation Day following the expiry of the five week period at the relevant net asset value taking into account realisation prices of the relevant investments, all (but not some of) the outstanding shares relating to such pool.

The general meeting of shareholders of a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 29 hereof may reduce the capital of the Corporation by cancellation of all shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as the date of distribution of such proceeds. Such meeting may also decide to distribute the assets of such class to the holders of shares of such class on a prorata basis.

The general meeting of shareholders of a class may also decide to consolidate such class with another existing class or to contribute the relevant class to another undertaking for collective investment registered or to be registered pursuant to Part II of the Luxembourg Law of 30 March 1988 against issue of shares of such other undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class concerned. Such decision will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment. Such publication will be made one month before the date on which such consolidation or amalgamation shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. In case of a consolidation of a class with another existing class the aforesaid publication can be made prior to (but subject to) the shareholders' meeting deciding the consolidation. There are no quorum requirements for the general meeting deciding upon a consolidation of various classes of shares within the Corporation and resolutions on this subject may be taken by simple majority of the shares represented at the meeting. Resolutions to be passed by a general meeting with respect to a contribution of a pool of assets and liabilities to another undertaking for collective investment shall be subject to the quorum and majority requirements set forth in Article 29 hereof. Where an amalgamation is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment such resolution shall be binding only on holders of shares who have approved the proposed amalgamation.

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with part II of the law of 30th March 1988 regarding the «organismes de placement collectif».

These articles of incorporation are worded in English followed by a German translation and in case of any divergence between the English and the German text, the English text shall prevail.

Nachfolgend die deutsche Fassung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre eintausendneunhundertneunundneunzig, den siebenundzwanzigsten April.

Vor Notar Reginald Neuman, Notar, mit Amtswohnsitz in Luxembourg.

Erschien Herr Germain Trichies, Direktor der CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., wohnhaft in Schweich, handelnd für FINIBANCO INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT S.A. (die «Gesellschaft»), eine Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, 5, rue Jean Monnet, gegründet gemäss

notarieller Urkunde des in Luxemburg residierenden Notars Reginald Neuman am 15. Juni 1998, deren Satzung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 489 vom zweiten Juni eintausendneunhundertachtundneunzig veröffentlicht wurde, als Verwaltungsgesellschaft von FINIBANCO PORTFOLIO FUND (der «Anlagefonds») handelnd, aufgrund einer datierten Vollmacht, welche, ne varietur durch den Erscheinenden und den Notar paraphiert, der gegenwärtigen Urkunde beigelegt wird und mit dieser enregistriert werden wird.

Die vorerwähnte Person ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

I. Am 26. April 1999 billigte der Verwaltungsrat der Gesellschaft einen Entwurf der Satzung einer Investitionsgesellschaft mit variablem Kapital (SICAV), welchen die Gesellschaft beabsichtigt notariell zu beurkunden und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, veröffentlichen zu lassen gemäss der in Artikel 29 des Gesetzes vom zehnten August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, vorgesehenen Prozedur, um sie einer Generalversammlung der Anteilhaber des Anlagefonds zur Genehmigung vorzulegen, welche die Gesellschaft beabsichtigt einzuberufen zwecks Abstimmung über die Umwandlung des zum Rückkauf offenen Anlagefonds in eine Investitionsgesellschaft mit variablem Kapital gemäss der Bestimmungen des Artikels 110 des Gesetzes vom dreissigsten März 1988 betreffend der Organismen für gemeinsame Anlagen.

II. Der Entwurf der den Anteilhabern vorzulegenden Satzung lautet wie folgt:

Art. 1. Zwischen den Zeichnern und allen zukünftigen Aktionären besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer «société anonyme», die sich als «Investmentgesellschaft mit variablem Kapital» qualifiziert, unter der Bezeichnung FINIBANCO PORTFOLIO FUND (die «Gesellschaft»).

Art. 2. Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann zu jeder Zeit durch einen, wie in Sachen Abänderung dieser Satzung getroffenen, Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

Art. 3. Ausschliesslicher Gegenstand der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in übertragbare Wertpapiere und andere Werte anzulegen und ihren Aktionären den Ertrag der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann alle Massnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, dies gemäss Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen.

Art. 4. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrats können zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollten aussergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser aussergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Massnahme hat jedoch keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital besteht aus Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem in Artikel 23 der vorliegenden Satzung definierten Nettovermögenswert der Gesellschaft.

Das Mindestkapital der Gesellschaft, welches binnen 6 Monaten nach Erhalt der gesetzlichen Ermächtigung, welches vom Luxemburger Gesetz über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen ist, erreicht sein muss, beträgt den Gegenwert von fünfzig Millionen luxemburgische Franken (50.000.000,- LUF) in Euro.

Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäß Artikel 23 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszubehenden Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäss bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäss bevollmächtigte Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Kategorien angehören, und der Erlös der Ausgabe einer jeden Aktienkategorie wird gemäß Artikel 3 der vorliegenden Satzung in Wertpapiere oder sonstige Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen anderen Arten von Aktien oder Obligationen oder solchen anderen Zonen oder Sektoren entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jede einzelne Aktienkategorie bestimmt werden.

Der Verwaltungsrat kann zusätzlich entscheiden, innerhalb einer Klasse zwei oder mehrere Unterklassen zu schaffen deren Vermögenswerte zusammen gemäß einer gemeinsamen Anlagepolitik investiert werden, wo aber eine spezifische Verkauf- und Rückkaufkostenstruktur oder Deckungspolitik oder Devisen oder andere spezifische Charakteristika anwendbar ist. Zum Zwecke der Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die den einzelnen Kategorien zuzuordnenden Vermögen und Verbindlichkeiten, falls nicht in Euro ausgedrückt, in Euro umgewandelt, wobei das Gesellschaftskapital dem gesamten Nettovermögen sämtlicher Kategorien entspricht.

Art. 6. Aktien werden in der Form von Namensaktien herausgegeben. Der Verwaltungsrat kann jedoch nach freiem Ermessen die Ausgabe von Inhaberaktien entscheiden. Bei der Ausgabe von Inhaberaktien erfolgt die Ausstellung der Zertifikate in den vom Verwaltungsrat beschlossenen Formen. Wünscht ein Besitzer von Inhaberaktien den Umtausch seiner Zertifikate in Zertifikate einer andern Form, oder in Namensaktien, so trägt er die Kosten für einen solchen Umtausch. Der Verwaltungsrat hat das Recht zu entscheiden ob Zertifikate für Namensaktien ausgegeben werden oder nicht. Falls der Verwaltungsrat entschieden hat Zertifikate für Namensaktien auszugeben und ein Aktionär nicht ausdrücklich Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm anstelle dieser Zertifikate eine Bestätigung seines Aktienei-

gentums ausgehändigt. Wünscht ein Inhaber von Namensaktien die Ausstellung mehrerer Zertifikate für seine Aktien, so können ihm die Kosten für solche zusätzlichen Zertifikate auferlegt werden. Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Diese Unterschriften können handschriftlich, in gedruckter Form oder durch Stempel angebracht werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine zu diesem Zwecke vom Verwaltungsrat bevollmächtigte Person erfolgen. In diesem Falle muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausstellen.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und unter dem Vorbehalt des Erhalts des Kaufpreises, gemäß Artikel 24, ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises erhält der Zeichner, binnen kurzer Zeit, die Aktienzertifikate oder eine Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Die Zahlung von Dividenden an Inhaber von Namensaktien erfolgt an ihre im Aktienregister angegebene Adresse und, im Falle von Inhaberaktien, gegen Vorlage des betreffenden Dividendenscheines an den oder die von der Gesellschaft diesbezüglich ermächtigten Vertreter.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien, mit Ausnahme der Inhaberaktien, werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmizil, soweit der Gesellschaft bekanntgegeben, die Anzahl und Kategorie der in seinem Besitz befindlichen Aktien und den für die einzelnen Aktien gezahlten Preis angibt. Jede Übertragung einer Aktie, mit Ausnahme von Inhaberaktien wird in das Aktienregister eingetragen und jede solche Übertragung wird von einem oder mehreren Angestellten, oder von einer oder mehreren Personen, die diesbezüglich vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurden, unterzeichnet.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Inhaberaktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt:

a) im Falle der Ausstellung von Aktienzertifikaten, gegen Aushändigung des oder der entsprechenden Aktienzertifikate(s) an die Gesellschaft mit dem ordnungsgemäß auf der Rückseite ausgefüllten Übertragungsformular und allen sonstigen von der Gesellschaft geforderten Übertragungsurkunden,

b) falls keine Aktienzertifikate ausgestellt wurden, mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister eingetragen wird und vom Zedenten und vom Zessionar oder von ordnungsgemäß dazu bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet wird.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein solcher Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes, oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit durch eine Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmässige Dividenden. Im Falle von Inhaberaktien werden ausschliesslich Zertifikate für volle Aktien ausgestellt. Jede Restzahl von Inhaberaktien, für welche kein Zertifikat ausgestellt werden kann wegen der Form der Zertifikate, sowie Bruchteile von solchen Aktien, können entweder in Form von Namensaktien ausgestellt werden oder die dementsprechende Zahlung wird dem Aktionär zurückerstattet, wie auch immer der Verwaltungsrat der Gesellschaft es von Zeit zu Zeit entscheiden möge.

Art. 7. Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien einschliesslich einer Sicherheit einer Versicherungsgesellschaft ausgestellt werden und ohne irgendeine Beschränkung diesbezüglich. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats, wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Zertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

Art. 8. Die Gesellschaft kann den Besitz der Aktien der Gesellschaft für natürliche Personen, Firmen oder juristische Personen einschränken oder untersagen.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien für die nachstehend definierten U.S. Staatsangehörigen oder für alle Personen einschränken oder untersagen, welche Aktien in Bruch von gesetzlichen oder verwaltungsrechtlichen Bestimmungen halten oder deren Aktienbesitz die steuerrechtliche Situation der Gesellschaft beeinflussen oder der Gesellschaft anderweitig Schaden zufügen könnte («vom Erwerb ausgeschlossene Personen») und zu diesem Zwecke:

a) die Ausgabe jedweder Aktie, sowie die Eintragung jedweder Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung oder Übertragung ihres Erachtens eine vom Erwerb ausgeschlossene Person in den wirtschaftlichen Besitz einer solchen Aktie bringt oder bringen könnte;

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung beantragt, auffordern, ihr sämtliche eidesstattlich abgegebenen Auskünfte zu erteilen, welche ihres Erachtens notwendig sind um zu bestimmen, ob eine vom Erwerb ausgeschlossene Person wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftig sein wird; und

c) falls die Gesellschaft feststellt, dass eine vom Erwerb ausgeschlossene Person entweder alleine oder zusammen mit Drittpersonen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist, oder ihre Verpflichtungen oder Gewährleistungen bricht, oder solche Verpflichtungen oder Gewährleistungen, wie sie vom Verwaltungsrat vorgeschrieben werden können, nicht erfüllt, ist der Verwaltungsrat berechtigt sämtliche im Besitz solcher Aktionäre befindlichen Aktien auf dem Zwangswege wie folgt zurückzukaufen:

1) Die Gesellschaft schickt dem Aktionär, der im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragenen Person, eine Anzeige (im folgenden die «Kaufanzeige» genannt), mit Angabe der wie vorerwähnt zu kaufenden Aktien, des Kaufpreises und des Ortes, an welchem der Kaufpreis für die besagten Aktien zahlbar ist. Diese Anzeige kann dem Aktionär per Einschreibebrief an seine letzte bekannte oder an die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt werden. Daraufhin ist der Aktieninhaber verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kaufanzeige bezeichnete(n) Aktienzertifikat(e) auszuhändigen. Unverzüglich nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige festgelegten Datum verliert der bezeichnete Aktionär den Besitz an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien; im Falle von Namensaktien wird sein im Aktienregister eingetragener Name gelöscht.

2) Der Preis, zu welchem die in der Kaufanzeige angegebenen Aktien gekauft werden (im folgenden der «Kaufpreis» genannt), entspricht dem gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung festgelegten Rückkaufspreis der Gesellschaftsaktien.

3) Die Zahlung des Kaufpreises an den Aktionär erfolgt, ausser in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird von der Gesellschaft an eine Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Kaufanzeige angegeben) hinterlegt, mit Zahlungsanweisung an den Aktionär gegen Vorlage des oder der in der Kaufanzeige angegebenen Aktienzertifikats(e). Nach der Zahlung des Preises wie vorerwähnt haben die an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien berechtigten Personen keinen weiteren Anspruch auf diese Aktien, noch können sie irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Guthaben geltend machen, ausser dass sie als Besitzer der Aktien auftreten können, um gegen Aushändigung des oder der vorerwähnten Aktienzertifikate(s) den so hinterlegten Kaufpreis (ohne Zinsen) von der zuständigen Bank entgegenzunehmen.

4) Die Ausübung seitens der Gesellschaft der gemäß vorliegendem Artikel eingeräumten Rechte kann auf keinen Fall mit der Begründung, der Beweis des Aktienbesitzes einer Person sei unzureichend gewesen, oder mit dem Aktienbesitz habe es sich in Wirklichkeit anders verhalten, als die Gesellschaft dies am Datum der Kaufanzeige vermutete, angefochten oder ungültig erklärt werden, sofern in solchen Fällen die Gesellschaft die besagten Rechte nach dem Grundsatz von Treu und Glauben ausgeübt hat; und

d) jeder vom Erwerb ausgeschlossenen Person in einer Versammlung der Aktionäre das Stimmrecht untersagen.

Für den Zweck der vorliegenden Satzung und unter Vorbehalt der anwendbaren Gesetze und solcher Änderungen, welche der Verwaltungsrat den Aktionären mitteilt, bezieht sich der Begriff «U.S. Staatsangehöriger» auf jeden Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika oder jede in den Vereinigten Staaten von Amerika oder einer ihrer Territorien, Besitzungen oder anderen unter ihrer Gesetzgebung befindlichen Zonen ansässige Person, einschliesslich die Staaten und den Federal District of Columbia («Vereinigte Staaten von Amerika») (inbegriffen jede Gesellschaft, eingetragene Körperschaft oder andere Rechtsperson, welche gegründet oder organisiert ist unter dem Gesetz der Vereinigten Staaten oder einer ihrer politischen Unterteilungen), oder auf irgendeine Besitzung oder «Trust» ausser einer Besitzung oder eines «Trust», dessen Einkommen aus Quellen ausserhalb der Vereinigten Staaten (und welches nicht effektiv mit der Betreibung von Handel oder Geschäften in den Vereinigten Staaten zusammenhängt) nicht in das Gesamteinkommen zum Zwecke der Aufstellung der Bundeseinkommensteuer der Vereinigten Staaten gehören, unter der Voraussetzung, dass der Begriff U.S. Staatsangehöriger nicht die Zweig- oder Geschäftsstelle einer amerikanischen Bank oder Versicherungsgesellschaft welche ausserhalb der Vereinigten Staaten operiert, einschliesst, welche als lokal geregelte Zweig- oder Geschäftsstelle, Bank- oder Versicherungsgeschäfte betreibt und nicht ausschliesslich mit dem Ziel in Wertpapieren zu investieren wie unter dem United States Securities Act 1933 (wie abgeändert) vorgesehen.

Art. 9. Die ordnungsgemäss einberufene Versammlung der Aktionäre vertritt sämtliche Gesellschaftsaktionäre. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Gesellschaft stehenden Geschäfte anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg, am zweiten Donnerstag des Monats April, um 11.00 Uhr, und zum ersten Mal 1999, statt.

Ist dieser Tag kein Bankgeschäftstag, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Bankgeschäftstag verlegt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, sofern sich dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats aufgrund von aussergewöhnlichen Umständen als notwendig erweist.

Sonstige Versammlungen der Aktionäre können an Ort und Zeitpunkt, wie in den diesbezüglichen Einberufungsschreiben angegeben, abgehalten werden.

Art. 11. Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung unterliegen die Einberufung und der Ablauf der Versammlung den gesetzlichen Beschlussfähigkeits- und Fristbedingungen.

Sämtliche Aktien geben, unabhängig von ihrer Kategorie und ihrem Inventarwert, Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen bevollmächtigten Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigt ist.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäss einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Personen getroffen.

Der Verwaltungsrat kann jedwede sonstigen seitens der Aktionäre zwecks Beteiligung an einer Versammlung der Aktionäre zu erfüllenden Bedingungen festlegen.

Art. 12. Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens, welches die Tagesordnung enthält und mindestens acht Tage im voraus an die im Aktienregister angegebene Adresse eines jeden Aktionärs zu schicken ist.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird zusätzlich eine Mitteilung im Luxemburger Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in einer luxemburgischen Zeitung, und in sonstigen vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen veröffentlicht.

Art. 13. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht unbedingt Aktionäre sein müssen. Eine Mehrheit von Mitgliedern darf nicht im Vereinigten Königreich wohnhaft sein.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre für eine Amtsdauer gewählt, welche mit der darauffolgenden jährlichen Generalversammlung abläuft und bis zur Ernennung und zum Dienstantritt ihrer Nachfolger, mit dem Vorbehalt jedoch, dass ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit durch Beschluss der Aktionäre mit oder ohne Grund seines Amtes enthoben und/oder ersetzt werden kann.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder sonstwie frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende(n) Vorsitzende(n) ernennen. Des weiteren kann er einen Sekretär bestellen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und mit der Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Versammlungen der Aktionäre beauftragt wird. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende übernimmt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat jedoch ein anderes Verwaltungsratsmitglied und, für Versammlungen der Aktionäre, jede sonstige Person mit Stimmenmehrheit der in solchen Versammlungen anwesenden Personen zum vorläufigen Vorsitzenden wählen.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit die Geschäftsführer der Gesellschaft ernennen, einschliesslich eines Generaldirektors, eines Sekretärs, stellvertretender Generaldirektore, stellvertretender Sekretäre und sonstige Geschäftsführer, welche für die Leitung und die Verwaltung der Gesellschaft als erforderlich erachtet werden. Jede dieser Bestellungen kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Geschäftsführer brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Vorbehaltlich einer gegenteiligen Bestimmung in der vorliegenden Satzung haben die ernannten Geschäftsführer die ihnen vom Verwaltungsrat erteilten Rechte und Verpflichtungen.

Die Verwaltungsratssitzungen werden sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden im voraus durch eine schriftliche Mitteilung angekündigt, ausser in dringenden Fällen, in welchem Falle die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben anzugeben sind. Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes schriftlich, per Fernschreiben, per Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur in ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch individuelle Handlungen verpflichten, ausser in ausdrücklich vom Verwaltungsrat genehmigten Fällen.

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschliessen oder handeln, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Um jede Zweifel auszuschliessen, soll jedes bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied seinen Wohnsitz in seinem Gesetzgebungsbereich haben und nicht wohnhaft sein im Gesetzgebungsbereich des Verwaltungsratsmitglieds, welches ihn zu seinem Bevollmächtigten ernannt hat. Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmengleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Hinblick auf die tägliche Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft und der Ausübung von Geschäften im Hinblick auf die Förderung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftsgegenstandes an Geschäftsführer der Gesellschaft übertragen.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder, bei Verhinderung, eines stellvertretenden Vorsitzenden oder eines anderen Mitgliedes und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege, das heisst durch Brief, Fernschreiben oder Telefax, gefaßt werden (Zirkularbeschlüsse). Im Rundschreiben, wodurch dazu aufgefordert wird, ist eine Frist anzusetzen, welche zugleich für den Einspruch gegen diese Verfahren und für die Stimmgabe gilt.

Erfolgt kein Einspruch gegen das Verfahren, so gilt dies als Einverständnis mit dem Verfahren. Verzicht auf die Stimmabgabe gilt als Stimmenthaltung. Zirkularbeschlüsse können vom Verwaltungsrat nur einstimmig gefasst werden.

Jedes Mitglied oder jedes bevollmächtigte Mitglied kann bei einer Verwaltungsratssitzung oder einer Komiteesitzung durch Telefonkonferenz oder andere Telekommunikationsmittel an den Sitzungen teilnehmen, wenn alle teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören und miteinander sprechen können. Bei solchen Sitzungen können die durch solche Mittel teilnehmenden Personen als anwesend angesehen werden.

Art. 15. Die Protokolle sämtlicher Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet und, in seiner Abwesenheit, vom pro tempore-Vorsitzenden, welcher den Vorsitz der Versammlung geführt hat.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, die Gesellschafts- und Anlagepolitik, sowie die Richtlinien für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft festzulegen.

Die Anlagen der Gesellschaft können entweder direkt oder indirekt durch eigene Filialen, welche in jeder angemessenen Jurisdiktion gegründet werden können und ihre Managementaktivitäten ausschliesslich für die Gesellschaft durchführen, getätigt werden, dies, hauptsächlich, aber nicht nur, aus Gründen der Steuereffizienz. Jedwelter Verweis in dieser Satzung auf «Anlagen» oder «Vermögen» ist deshalb ein Verweis auf Anlagen und Vermögen, welche direkt gehalten oder indirekt durch die obengenannten Filialen gehalten werden.

Art. 17. Zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossene Verträge oder Geschäfte können weder beeinträchtigt noch ungültig werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein Interesse in einer anderen Gesellschaft oder Firma haben oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter für eine Gesellschaft oder Firma fungiert, mit welcher die Gesellschaft kontrahiert oder sonstwie Geschäfte tätigt, darf aufgrund seiner Verbindung zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert werden, solche im Zusammenhang mit derartigen Verträgen oder Geschäften stehende Angelegenheiten in Betracht zu ziehen, diesbezüglich abzustimmen oder zu handeln.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder der betroffene Geschäftsführer dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen, und darf keine solche Transaktion in Betracht ziehen oder diesbezüglich abstimmen; über das Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers wird in der nächstfolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet.

Der Begriff «persönliches Interesse», wie im vorstehenden Satz aufgeführt, gilt nicht für die Beziehung zu oder das Interesse in irgendeiner Angelegenheit, Position oder einer Transaktion im Zusammenhang mit FINIBANCO S.A. oder irgendeiner ihrer Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder mit einer sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft, wie sie der Verwaltungsrat nach Belieben von Zeit zu Zeit festlegen kann.

Art. 18. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen, welche diese im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren hatten, in welchen sie in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft, oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft, in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, beteiligt waren, es sei denn für solche Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schliesslich für grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten für haftbar erklärt werden.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder die Einzelunterschrift eines rechtmässig dazu bevollmächtigten Geschäftsführers der Gesellschaft verpflichtet, oder durch die Unterschrift jeder sonstigen vom Verwaltungsrat dazu bevollmächtigten Person.

Art. 20. Die Gesellschaft bestellt einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer, welchem die durch das Gesetz vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Aufgaben obliegen. Der Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre gewählt und bleibt im Amt bis zur Ernennung seines Nachfolgers.

Art. 21. Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rückkaufpreis ist spätestens 10 Geschäftstage nach dem Datum, an welchem der Rückkaufantrag erhalten wurde oder, falls später, nach dem Datum, an dem alle dazugehörigen Dokumente von der Gesellschaft erhalten worden sind, zu zahlen und entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien der betreffenden Kategorie, minus der vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufskosten. Der Verwaltungsrat kann den Inventarwert um die Summe verringern, die der Verwaltungsrat als angebrachte Provision für Steuern und Kosten hält (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen und behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintrags- und Zertifikatskosten und anderen ähnlichen Kosten) («Handelskosten»), welche anfallen würden, wenn das im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen und welches in Betracht gezogen werden müsste für eine Schätzung, verkauft werden müsste zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, welche nach Meinung des Verwaltungsrats, der vorsichtig und gutgläubig handelt, berücksichtigt werden müssten. Der resultierende Preis kann dann zu Gunsten der Gesellschaft zur nächsten ganzen Einheit der Währung, in der die bezügliche Kategorie berechnet wird, (ab)gerundet werden.

Alle derartigen Rückkaufanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für den Aktienrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Jedweder Rückkaufantrag ist unwiderrufbar, ausser im Falle der Aussetzung des Rückkaufs gemäß Artikel 22 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt der Rückkauf wie vorerwähnt, am ersten Bewertungstag nach der Aufhebung.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Jedweder Aktionär kann durch einen Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Kategorie, zum respektiven für die betreffende Kategorie festgelegten Inventarwert beantragen, welcher Preis durch die jeweiligen Handelskosten, und durch das Auf- und Abrunden, wie vom Verwaltungsrat entschieden werden kann, berichtigt wird. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Frequenz der Umwandlungen Einschränkungen auferlegen und für den Umtausch eine nach Gutdünken, im Interesse der Gesellschaft und des gesamten Aktionariates, festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

Für den Fall, daß ein Rückkauf oder ein Umtausch oder ein Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands einer Kategorie eines einzelnen Aktionärs auf weniger als den Gegenwert in ECU oder auf einen niedrigeren vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär den Rückkauf oder den Umtausch seiner sämtlichen Aktien dieser Kategorie beantragt hat.

Falls Rückkaufanträge (eines oder mehrerer Aktionäre) für Aktien in einem Teilfonds, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen sind, mehr als 10% der Aktien dieses Teilfonds ausmachen, kann der Fonds die Rückkäufe auf 10 % der an diesem Bewertungsstichtag in diesem Teilfonds im Umlauf befindlichen Aktien begrenzen. Solch eine Begrenzung wird für alle Aktionäre, die ihre Aktien für diesen Bewertungsstichtag zum Rückkauf geliefert haben, im Verhältnis zu der Zahl Aktien, die von ihnen so geliefert wurden, Anwendung finden. Jeder Rückkauf der an dem Tag nicht ausgeführt werden konnte, wird auf den nächsten Bewertungsstichtag verlegt und an dem Tag vorrangig, jedoch dem Tag der Lieferung entsprechend, und unter Vorbehalt der hier aufgeführten Begrenzung, ausgeführt.

Art. 22. Zum Zwecke der Festlegung des Ausgabe-, Rückkauf- und Umtauschpreises pro Aktie bestimmt die Gesellschaft periodisch, je nach Bestimmung des Verwaltungsrats, jedoch mindestens einmal im Monat, den Inventarwert der Aktien einer jeden Kategorie (wobei der Tag, an welchem der Inventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung «Bewertungsstichtag» genannt wird), unter der Voraussetzung, dass der Bewertungsstichtag im Falle eines Bankfeiertages in Luxemburg oder an einem anderen vom Verwaltungsrat bestimmten Ort auf den nächstfolgenden Bankgeschäftstag verlegt wird.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Inventarwerts der Aktien jeder Kategorie, die Ausgabe und den Rückkauf der Aktien dieser Kategorie, sowie den Umtausch von und in Aktien einer jeden Kategorie aussetzen:

a) für jedwede Periode, während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder geregelten Märkte, an denen ein wesentlicher Teil der auf eine bestimmte Kategorie bezogenen Anlagen der Gesellschaft notiert werden, aus einem anderen Grund als dem des üblichen Feiertags geschlossen ist, oder während der Handel begrenzt oder vorübergehend eingestellt ist;

b) im Falle der vorübergehenden Einstellung der Bewertung des Inventarwertes oder Rückkaufpreises der Aktien oder Einheiten einer wesentlichen Position des Anlagefonds; oder im Falle, wo eine solche Bewertung oder ein solcher Rückkaufpreis nicht bestimmt werden kann;

c) im Falle dass aufgrund aussergewöhnlicher politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder finanzieller Notfälle, welche ausserhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, die Verfügung über die Vermögenswerte einer bestimmten Kategorie unter normalen Umständen nicht möglich ist oder nicht im Interesse der Aktionäre ist,

d) im Falle des Ausfalls der normalerweise gebrauchten Kommunikationsmittel oder im Falle dass für welchen Grund auch immer der Wert eines wesentlichen Teils der Vermögensmasse einer bestimmten Kategorie nicht bestimmt werden kann; oder

e) im Falle dass aufgrund ausländischer Umtauschbeschränkungen oder anderer Beschränkungen welche den Transfer von Vermögenswerten beeinflussen, die Transaktionen der Gesellschaft nicht von der Gesellschaft bewerkstelligt werden können, oder die Käufe und Verkäufe der Gesellschaft nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann.

Sofern es angebracht ist, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft bekanntgegeben und den Anlegern, welche die Ausgabe, die Umwandlung oder den Rückkauf von Aktien durch die Gesellschaft beantragen, beim Einreichen des schriftlichen Antrags für einen derartigen Rückkauf wie in Artikel 21 der vorliegenden Satzung angegeben, mitgeteilt.

Die vorübergehende Einstellung bezüglich irgendeiner Aktienkategorie wird keine Folgen auf die Festlegung des Inventar-, Ausgabe-, Rückkauf- und Umtauschpreises der anderen Aktienkategorien haben falls die Begebenheiten, welche die Einstellung rechtfertigen, nicht auf die in der jeweiligen Kategorie getätigten Investitionen anwendbar sind.

Art. 23. Der Inventarwert der Aktien einer jeden Aktienkategorie der Gesellschaft wird in der Währung der entsprechenden Aktienkategorie als Pro-Aktie-Wert ausgedrückt und für jedweden Bewertungsstichtag festgelegt, indem der Nettovermögenswert der entsprechenden Aktienkategorie, welcher dem am besagten Datum auf die entsprechende Kategorie bezogenen Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der auf diese einzelnen Kategorien fallenden Verbindlichkeiten entspricht, durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien der entsprechenden Kategorie dividiert und das Ergebnis auf die nächste Währungseinheit ab- oder aufgerundet wird.

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

a) sämtliche Bar- oder Kontoguthaben, einschliesslich der aufgelaufenen Zinsen;

b) sämtliche Wechsel, Schuldscheine und fällige Forderungen (einschliesslich des Erlöses von verkauften jedoch nicht gelieferten Wertpapieren);

c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Aktien, Wandel- und Schuldverschreibungen, Bezugsrechte, Optionscheine, Optionen und sonstigen Anlagen und Wertpapiere, welche sich im Besitz der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;

d) sämtliche Aktien oder Einheiten der Gesellschaft in Organismen für gemeinsame Anlagen, Ausschüttungen von Gratisaktien, Bardividenden und Barausschüttungen (vorausgesetzt, die Gesellschaft kann Berichtigungen im Hinblick auf die durch den Handel mit Ex-Dividenden, Ex-Bezugsrechten oder ähnliche Praktiken bedingten Schwankungen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen);

- e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, ausser wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers einbegriffen oder wiedergegeben sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern diese nicht abgeschrieben wurden; und
- g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschliesslich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermassen festgelegt:

1) Der Wert der an jedweden Wertpapierbörsen notierten oder gehandelten Wertpapieren gründet auf dem letzten verfügbaren Kurs. Falls ein solcher Kurs nicht verfügbar ist, aber ein Durchschnittsschlusskurs (das Mittel der quotierten Gebots- und Nachfrageschlusskurse) oder ein Gebotsschlusskurs verfügbar ist, dann wird der Durchschnittskurs, oder als Alternative der Gebotsschlusskurs, als Basis für die Bewertung benutzt.

Falls ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen gehandelt wird, so wird die Bewertung auf Basis derjenigen Wertpapierbörse gemacht, welcher den Hauptmarkt des Wertpapiers darstellt.

Für die Wertpapiere, für die der Handel an einer Wertpapierbörse nicht signifikant ist, die aber an Nebenmärkten von Wertpapierhändlern gekauft und verkauft werden (das zur Folge hat, dass der Kurs auf Basis des Marktpreises festgelegt wird), soll die Bewertung auf diesem Nebenmarkt erfolgen.

2) Der Wert der auf einem geregelten Markt gehandelten Wertpapiere wird nach denselben Regeln festgelegt wie der Wert von einer Wertpapierbörse gehandelten Wertpapiere.

3) Aktien oder Einheiten in offenen Organismen für gemeinsame Anlagen werden nach ihrem letzten errechneten Inventarwert bewertet; oder nach dem vom Verwaltungsrat, auf Basis von dem Verwaltungsrat zugänglichen Informationen, geschätzten Nettoinventarwert falls dieser geschätzte Nettoinventarwert nach Meinung des Verwaltungsrates besser den Interessen der Besitzer der Aktien oder Einheiten entspricht.

4) Wertpapiere, welche weder an einer Börse noch auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden werden auf den letzten verfügbaren Marktpreis festgelegt; falls dieser nicht verfügbar ist, so wird der Wert dieser Wertpapiere nach vom Verwaltungsrat festgelegten Kriterien und auf Basis des voraussichtlich zu erzielenden Verkaufspreises festgelegt.

5) Der Wert des Bankguthaben wird festgelegt auf ihren Nominalwert plus aufgelaufene Zinsen. Zum Zwecke der Emission oder des Rückkaufes können die Zinsen bis zum Zahlungstag aufgerechnet werden.

6) Der Wert der Finanzmarktinstrumente wird progressiv an den Rückkaufkurs angeglichen auf Basis des Nettokaufpreises und einem konstant gehaltenen resultierenden Ertrag. Im Falle einer beträchtlichen Änderung der Marktbedingungen wird die Bewertungsbasis den neuen Markterträgen angepasst.

7) Die Summen welche aus solchen Bewertungen resultieren werden in die Referenzwährung einer jeden Vermögensmasse umgewandelt und dies aufgrund des jeweilig dann gültigen Mittelkurses. Devisengeschäfte zum Zwecke der Kurssicherung werden in Betracht gezogen wenn diese Umwandlung vollzogen ist.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Verpflichtungen;
- b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Verwaltungsausgaben (einschliesslich der Anlageberatungsgebühren, der Verwahrungsgebühren und der Vergütung des Gesellschaftsbevollmächtigten);
- c) sämtliche jetzigen und zukünftigen bekannten Verbindlichkeiten, einschliesslich sämtlicher fällig gewordenen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung in bar oder in Gütern, einschliesslich des Betrags jedweder von der Gesellschaft festgesetzten nichtausgeschütteten Dividenden, sofern der Abschlusstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Person übereinstimmt oder diesem folgt.
- d) eine vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungsstichtag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge und gegebenenfalls für Eventualverbindlichkeiten, vorbehaltlich der Genehmigung und der Billigung des Verwaltungsrats;
- e) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten jedweder Art der Gesellschaft, mit Ausnahme der durch Gesellschaftsaktien verkörperten Verbindlichkeiten.

Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Ausgaben zu berücksichtigen; diese Ausgaben umfassen unter anderem die Gründungskosten, die Vergütungen für Anlageberater, Anlageverwalter, Buchhalter, die Depotbank, Korrespondenzbanken, Registrierungsdomizil und Übertragungsstellen, jedwede Zahlstellen und ständigen Vertreter an den Registrierungsstellen, jedwede sonstige Geschäftsführer der Gesellschaft, Gebühren für Rechtsbeistand und Buchprüfungsdienstleistungen, die Förderungs-, Druck-, Berichtserstellungs- und Veröffentlichungskosten, einschliesslich der Werbekosten, der Kosten für die Ausarbeitung und den Druck von Prospekten, erklärende Memoranden oder Registrierungsanträge, die Steuern oder von der Regierung erhobenen Gebühren und sämtliche sonstigen Betriebskosten, einschliesslich der Kosten für den Kauf und den Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Courtagegebühren, Versandkosten, Telefon- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann die Verwaltungskosten und sonstige regelmässig wiederkehrende Kosten im voraus für ein Jahr oder jedwede andere Periode veranschlagen und diese gleichmässig über diese Zeitspanne verteilen.

C. Die Gesellschaft bildet Vermögensmassen in folgender Manier:

a) Der Erlös der Ausgabe jeder Aktienkategorie oder Unterkategorie werden in den Gesellschaftsbüchern der für diese Kategorie oder Unterkategorien von Aktien gebildeten Vermögensmasse zugeteilt und gegebenenfalls wird der betreffende Betrag die Proportion des Nettovermögens der Masse welche der jeweiligen Unterklasse der auszugebenden Anteile zuzurechnen ist erhöhen, und die Aktiva und Passiva sowie Ausgaben welche dieser Klasse oder Unterklasse(n) zuzurechnen sind werden der jeweiligen Vermögensmasse mit den Bestimmungen dieses Artikels zugeordnet.

b) falls ein Vermögenswert sich aus einem anderen Vermögenswert ergibt, so wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Gesellschaftsbüchern derselben Masse zugeordnet wie diejenigen Vermögenswerte, von welchen er abgeleitet wurde, und anlässlich jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Wertsteigerung oder die Wertminderung der entsprechenden Masse zugeordnet;

c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche in Verbindung mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse oder mit irgendeinem Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse steht, so wird die betreffende Verbindlichkeit der entsprechenden Masse zugeordnet;

d) Falls Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden können, wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmässig auf die einzelnen Massen verteilt und innerhalb jeder Masse im Verhältnis der Nettovermögen der jeweiligen Aktienunterklassen, unter der Massgabe, dass insofern es wegen der Beträge berechtigt ist, die Verteilung zwischen den Massen ebenfalls auf Basis des Nettovermögens jeder Masse vorgenommen werden kann und unter der weiteren Massgabe, dass Verbindlichkeiten, welcher Masse sie auch zuzurechnen sind, die Gesellschaft als ein Ganzes verpflichten, insofern nichts gegenteiliges mit den Gläubigern vereinbart ist;

e) Falls classespezifische Aufwendungen für eine Unterklasse bezahlt werden oder wenn höhere Dividenden auf Aktien einer Unterklasse ausgeschüttet werden, wird das Nettovermögen der jeweiligen Unterklasse durch solche Aufwendungen oder einem solchen Überschuss von Dividenden, reduziert (was zur Folge hat, dass der Prozentsatz des Gesamtnettovermögens mindert welche der jeweiligen Masse, oder gegebenenfalls der jeweiligen Unterklasse, zuzurechnen ist) und der Nettovermögenswert welcher der anderen Unterklasse oder Unterklassen zuzurechnen ist bleibt gleich (was zur Folge hat, dass sich der Prozentsatz des Gesamtnettovermögens der jeweiligen Masse erhöht welcher gegebenenfalls dieser anderen Unterklasse oder Unterklassen zuzurechnen ist);

f) Von dem Moment an wo classespezifische Vermögenswerte nicht mehr einer einzelnen Unterklasse zuzurechnen sind, oder wo Einkommen oder Vermögenswerte die davon abgeleitet werden sämtlichen Unterklassen die im Zusammenhang mit der betroffenen Vermögensmasse ausgegeben wurden, zuzurechnen sind, erhöht sich der Anteil der betroffenen Unterklasse an der Vermögensmasse im Verhältnis dieser Einlage und;

g) Falls Anteile einer Unterklasse ausgegeben oder zurückgenommen werden, wird der Anteil an den Vermögensmassen welcher der betroffenen Unterklasse zuzurechnen ist durch den dabei eingenommenen oder ausgezahlten Betrag jeweils erhöht oder gekürzt.

D. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

a) gelten die gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzukaufenden Aktien bis unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungsstichtag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und gelten ab diesem Tag und bis zur Zahlung des Preises als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) gelten in Folge von erhaltenen Zeichnungsanträgen auszugebende Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungsstichtag, an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen werden;

c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung des Nettovermögenswertes der entsprechenden Kategorie ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung des am Bewertungsstichtag des Nettovermögenswertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und

d) werden an einem Bewertungsstichtag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungsstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

E. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse aller oder mehrerer der Vermögensmassen welche in Paragraph C des Artikels 23 beschrieben sind (nachstehend als «Gepoolte Fonds» genannt) unter Beachtung folgender Regeln gemeinsam anzulegen und zu verwalten falls dies durch den Anlagebereich berechtigt erscheint:

a) Eine solche vergrößerte Vermögensmasse («Vermögensmasse») wird vorerst durch Übergabe von Liquiditäten oder (unter Vorbehalt der nachstehenden Begrenzungen) anderen Aktivas von jedem Gepoolten Fonds erstellt. Daraufhin kann der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit weitere Aktiva an diese Vermögensmassen übertragen. Er kann ebenfalls die Aktiva einer Vermögensmasse an einen der Gepoolten Fonds zurückübertragen wobei deren Höhe derjenigen der Beteiligung des Gepoolte Fonds nicht überschreiten darf. Aktiva, welche keine liquiden Mitteln sind, dürfen nur dann an eine Vermögensmasse übertragen werden falls sich dieses für diesen Investmentsektor der betreffenden Vermögensmasse rechtfertigt.

b) Der Teil der Aktiva einer Vermögensmasse der jeden Gepoolte Fonds zusteht wird im Zusammenhang mit Zuteilungen oder Rücknahmen von Aktiva durch den Gepoolte Fonds oder für andere Gepoolte Fonds an der Vermögensmasse berechnet.

c) Dividendenausschüttungen, Zinsen und andere Ausschüttungen welche Einnahmen von Aktivas einer Vermögensmasse darstellen werden unverzüglich nach Erhalt den Gepoolte Fonds im Verhältnis ihrer Rechte auf die Aktiva der Vermögensmasse zugerechnet.

Art. 24. Wenn immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Inventarwert für die entsprechende Aktienkategorie, zusätzlich, wenn der Verwaltungsrat es beschließt, einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten), welche anfallen würde, wenn das im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, welches in Betracht gezogen werden müsste für eine Schätzung, gekauft werden musste zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in den Verkaufsdokumenten festgelegten Verkaufsgebühr; dieser Preis ist aufzurunden zu der nächsten ganzen Einheit der Währung, in welcher der Inventarwert dieser Aktie gerechnet wird wenn der Verwaltungsrat es beschließt. Die Vergütung jedweder mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist spätestens sieben Geschäftstage nachdem der Kaufantrag angenommen wurde oder binnen einer kürzeren Zeitspanne wie vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

Art. 25. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres. Die Konten am 31. Dezember 1999 werden alle Vermögenswerte, alle Verbindlichkeiten, Einkommen und Gebühren vom Anlagefonds FINIBANCO PORTFOLIO FUND berücksichtigen.

Die Konten der Gesellschaft werden in Euro ausgedrückt. Im Falle verschiedener Aktienkategorien, wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, und wenn die Konten dieser Aktienkategorie in verschiedenen Währungen ausgedrückt sind, werden diese Konten in Euro umgewandelt und zusammengerechnet im Hinblick auf die Festsetzung der Konten der Gesellschaft.

Art. 26. Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der jährlichen Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Jedweder Beschluss einer Hauptversammlung der Aktionäre betreffend der Ausschüttung von Dividenden oder anderer Ausschüttungen an die Aktieneigentümer einer Aktienkategorie, unterliegt zusätzlich der vorherigen Abstimmung, nach dem Mehrheitsprinzip wie hieroben festgelegt, der Aktieneigentümer dieser Aktienkategorie.

Auf Beschluss des Verwaltungsrates und in Übereinstimmung mit den Gesetzen können Zwischendividenden auf Aktien jedweder Kategorie gezahlt werden. Es wird keine Ausschüttung von Dividenden getätigt werden, wenn diese Ausschüttung das Kapital der Gesellschaft unter das vom Gesetz festgelegten Minimum fallen lassen würde.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt.

Die Dividenden einer jeden Aktienkategorie können gegebenenfalls eine Vorwegnahme auf ein Ausgleichskonto mit sich führen; dieses Konto, welches für jede Aktienkategorie eingerichtet wird wird im gegebenen Falle und für die diesbezügliche Aktienkategorie in Folge einer Aktienausschüttung gutgeschrieben und im Falle eines Aktienrückkaufs belastet über eine Summe, welche auf Basis des Teils der aufgelaufenen Einkommen der diesbezüglichen Aktien gerechnet wird.

Art. 27. Die Gesellschaft muss einen Vertrag mit einer gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame Anlagen zur Ausübung von Bankgeschäften berechtigten Bank («die Depotbank»), abschliessen. Sämtliche Bankguthaben und Wertpapiere der Gesellschaft werden von der Depotbank oder zu ihren Gunsten verwahrt, welche gemäß der Gesetzgebung gegenüber der Gesellschaft und den Aktieneigentümern haftet.

Wünscht die Depotbank vom Vertrag zurückzutreten, so hat sich der Verwaltungsrat um eine neue Gesellschaft zu bemühen, die als Depotbank handeln soll. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen die Depotbank nicht ihres Amtes entheben bevor eine Nachfolgebank gemäß dieser Vorschrift ernannt wurde, um deren Amt zu übernehmen.

Art. 28. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Rechtspersonen sein können), welche von der diese Auflösung beschliessenden Versammlung der Aktionäre ernannt werden, die ebenfalls ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt. Der Nettoerlös der Auflösung bezüglich jeder Aktienkategorie wird durch den Liquidatoren an den Eigentümer dieser Aktien proportional zu seinem Besitz der entsprechenden Aktienkategorie gezahlt.

Die Liquidation einer gesonderten Vermögensmasse und der Zwangsrückkauf der Aktien dieser betreffenden Vermögensmasse können vorgenommen werden, falls der Wert (jeweils der betreffende Nettovermögenswert) der sich im Umlauf befindenden Aktien, die sich auf eine bestimmte Masse innerhalb eines Teilfonds beziehen, unter 500.000,- Euro fällt oder den gleichen Betrag in einer anderen Währung. In solchen Fällen kann der Fonds (nach schriftlicher Anzeige an alle betroffenen Aktieninhaber innerhalb von fünf Wochen nach dem Eintreffen der oben erwähnten Umstände) alle (aber nicht nur ein Teil der) Aktien der betreffenden Vermögensmasse, welche sich zu dieser Zeit im Umlauf befinden, am nächsten Bewertungstag nach dem Ablauf der Fünfwochenfrist, zurückkaufen (zu dem jeweiligen Nettovermögenswert nach Berücksichtigung des Verkaufspreises der betreffenden Anlagen).

Die Generalversammlung der Aktionäre einer Kategorie kann gemäß den Quorum- und Mehrheitsbedingungen des Artikels 29 dieser Satzung das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung aller Aktien dieser Kategorie verringern und den Haltern der Aktien dieser Kategorie den vollen Inventarwert am Tag dieser Verteilung zurückerstatten. Die Generalversammlung darf ausserdem entscheiden, die Anlagen einer solchen Kategorie an die Halter der Aktien dieser Kategorie auf einer pro rata Basis zu verteilen.

Die Generalversammlung der Aktionäre einer Kategorie kann auch entscheiden, daß eine Kategorie mit einer anderen Kategorie zusammengelegt wird oder daß eine bestimmte Kategorie mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher gemäß Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 organisiert ist, zusammengelegt wird. Dies geschieht gegen Ausgabe von Aktien dieses anderen Organismus für gemeinsame Anlagen an die Aktieninhaber der Kategorie. Eine solche Entscheidung wird von der Gesellschaft veröffentlicht und die Veröffentlichung wird Informationen in Zusammenhang mit der neuen Kategorie oder dem Organismus für gemeinsame Anlagen enthalten. Eine solche Veröffentlichung wird, einen Monat bevor die Zusammenlegung oder Fusion effektiv wird, erfolgen, um den Haltern dieser Aktien die Möglichkeit zu geben, ihre Aktien frei von Kosten zum Rückkauf anzubieten, bevor die Entscheidung in Kraft tritt. Im Falle einer Zusammenlegung einer Kategorie mit einer anderen existierenden Kategorie kann die obengennante Veröffentlichung vor, aber unter der Bedingung der Abhaltung der Versammlung der Aktionäre, welche die Zusammenlegung beschliessen wird, erfolgen. Es gibt keine Quorumbestimmungen für die Generalversammlung, welche die Zusammenlegung von verschiedenen Kategorien von Aktien innerhalb der Gesellschaft regelt. Entscheidungen zu diesem Thema können mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen werden. Entscheidungen, welche durch eine Generalversammlung im Zusammenhang mit einer Zusammenlegung einer Masse von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen zu treffen sind, unterliegen den Quorum- und Mehrheitsbestimmungen des Artikels 29. Wo die Zusammenlegung mit einem Investmentfonds (Fonds commun de placement) oder einem ausländischem Organismus für gemeinsame Anlagen erfolgt, wird solch eine Entscheidung nur für diejenigen Aktienhalter bindend sein, welche der Zusammenlegung zugestimmt haben.

Art. 29. Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre abgeändert werden, die nach den Luxemburger Gesetzen ordentlich, was die Beschlussfähigkeit und die Stimmabgabe betrifft, einberufen ist. Jegliche Abänderung bezüglich der Rechte von Aktieneigentümern einer bestimmten Kategorie gegenüber Aktien einer anderen Kategorie unterliegt desweiteren den Beschlussfähigkeits- und Stimmabgabebestimmungen der betreffenden Aktienkategorien.

Art. 30. Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehenen Angelegenheiten unterliegen Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die «Organismen für gemeinsame Anlagen».

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, daß gegenwärtige Urkunde in Englisch verfaßt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Verlangen der erschienenen Person, und im Falle von Abweichungen der beiden Fassungen, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorherstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieser zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Trichies, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 1999, vol. 116S, fol. 42, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, der vorgenannten Gesellschaft zwecks Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 3. Mai 1999.

R. Neuman.

(20610/226/1175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

AVIATOUR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 28.960.

Société constituée le 9 octobre 1988 par-devant Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, acte publié au Recueil Spécial du Mémorial C, N° 31 du 3 février 1989.

Monsieur Angelo de Bernardi et Madame Marie Fiore Ries-Bonani, administrateurs, ainsi que Monsieur Jean-Marc Heitz, commissaire aux comptes, ont démissionné avec effet immédiat.

Le domicile de la société AVIATOUR INTERNATIONAL S.A. établi au 32, rue Auguste Neyen à Luxembourg, a été dénoncé le 13 avril 1999.

Luxembourg, le 13 avril 1999.

FIDUCIAIRE MANACO S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 1999, vol. 522, fol. 47, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19361/545/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 1999.

LION ONE S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 45.250.

Par lettre du 1^{er} avril 1999, PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, a dénoncé le siège social de la société LION ONE S.A., avec effet immédiat.

Par lettre du 1^{er} avril 1999, COOPERS & LYBRAND S.C., réviseur d'entreprises, a démissionné de son mandat de commissaire de la société LION ONE S.A., avec effet immédiat.

Par lettre du 1^{er} avril 1999, Monsieur Gérard Becquer, Monsieur Emmanuel David et Madame Marie-Hélène Claude ont démissionné de leur mandat d'administrateur de la société LION ONE S.A. avec effet immédiat.

G. Becquer.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 1999, vol. 522, fol. 22, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19480/581/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 1999.

STANDARD FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) UMBRELLA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 33.701.

Le bilan au 30 septembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 19 février 1999, vol. 520, fol. 3, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 1999.

Pour STANDARD FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG)

UMBRELLA FUND, SICAV

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

Signature

Signature

(105112/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 1999.

AXXIEL S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le huit février.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en remplacement de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1) COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A, en abrégé CTP, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg,

ici représentée par son administrateur Monsieur Alain Vasseur, consultant, demeurant à Holzem, habilité à engager la société par sa signature individuelle.

2) TYRON FINANCIAL S.A., société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Tortola, Road Town,

ici représentée par son directeur Monsieur Alain Vasseur, prénommé, habilité à engager la société par sa signature individuelle.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme holding qu'ils vont constituer entre eux:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de AXXIEL S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société aura une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut également acquérir et mettre en valeur toutes marques de fabrique ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la constitution, au développement, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés, le tout en restant dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-cinq mille Euro (35.000,- EUR), représenté par trois cent cinquante (350) actions d'une valeur nominale de cent Euro (100,- EUR) chacune.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Capital autorisé:

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social initial pour le porter de son montant actuel à deux cent cinquante mille Euro (250.000,- EUR) le cas échéant par l'émission d'actions nouvelles de cent Euro (100,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'Administration est autorisé:

- à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois, à fixer l'époque et le lieu de l'émission ou des émissions successives, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution,

- à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital,

- à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autres, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées et par dérogation à l'article 10 ci-après, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

Le Conseil d'Administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Titre II.- Administration, Surveillance

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Art. 6. La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, associés ou non.

Art. 7. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration agissant par son président ou un administrateur-délégué.

Art. 8. Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Titre III.- Assemblée générale et Répartition des bénéfices

Art. 10. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier vendredi du mois de novembre à onze heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit. Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

Titre IV.- Exercice social, Dissolution

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Titre V.- Disposition générale

Art. 15. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an deux mille.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire aux actions du capital social comme suit:

1) COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A., prénommée, trois cent quarante-neuf actions	349
2) TYRON FINANCIAL S.A., prénommée, une action	1
Total: trois cent cinquante actions	350

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-cinq mille Euro (35.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution approximativement à la somme de soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1) L'adresse de la société est fixée à L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

L'assemblée autorise le Conseil d'Administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

2) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

3) Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Roger Caurla, maître en droit, demeurant à Mondercange.

b) Monsieur Alain Vasseur, consultant, demeurant à Holzem.

c) Monsieur Jean-Paul Defay, directeur financier, demeurant à Soleuvre.

4) Est nommée commissaire aux comptes:

HIFIN S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg.

5) Le mandat des administrateurs et commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an deux mille quatre.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Vasseur, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 11 février 1999, vol. 114S, fol. 81, case 11. – Reçu 14.119 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 1999.

F. Baden.

(10534/200/168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 1999.

DAVIS FINANCIERE INVEST.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 12, route d'Arlon.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le douze février.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Fred Molitor, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

2) Madame Anne Martens, administrateur de société, demeurant à Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Fred Molitor, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 12 février 1999, laquelle restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de DAVIS FINANCIERE INVEST.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

Art. 5. Le capital social est fixé à deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF) représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de dix mille francs luxembourgeois (10.000,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année Sociale - Assemblée Générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions au porteur doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit le premier jeudi du mois de juin à dix heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an deux mille.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) Monsieur Fred Molitor, prénommé, cent quatre-vingt-dix actions	190
2) Madame Anne Martens, prénommée, dix actions	10
Total: deux cents actions	200

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, approximativement à la somme de soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Fred Molitor, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

b) Madame Anne Martens, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

c) Monsieur Romain Adam, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

EUROFIDUCIAIRE, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, 12, route d'Arlon.

4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille quatre.

5) Le siège social est fixé à L-1140 Luxembourg, 12, route d'Arlon.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Molitor, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 1999, vol. 114S, fol. 97, case 6. – Reçu 20.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 1999.

F. Baden.

(10537/200/135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 1999.

TRANS-SUD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer, Z.I. Lankelz.

Assemblée Générale Extraordinaire du 20 février 1999

Présents: les associés Sadler Armand, Lorent Henri, Lommel Michel, disposant de 100% des parts sociales de TRANS-SUD.

L'associé Lommel Michel a donné sa démission en tant que gérant administratif de TRANS-SUD et sera remplacé dans cette fonction par M. Lorent Henri avec effet au 21 février 1999.

A partir de cette même date de la société TRANS-SUD sera engagée exclusivement par la signature conjointe des associés Sadler Armand et Lorent Henri.

Fait à Esch-sur-Alzette, le 20 février 1999.

M. Lommel H. Lorent A. Sadler

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 février 1999, vol. 312, fol. 38, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

(10527/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 1999.

XBIS SERVICES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 26.111.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 24 février 1999, vol. 520, fol. 20, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(10531/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 1999.

DONABRA S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 20.284.

Le domicile de la société anonyme DONABRA S.A., 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg est dénoncé ce jour avec effet immédiat.

Les administrateurs, Messieurs:

- Norbert Schmitz;

- Jean Bintner;

- Norbert Werner;

ainsi que le commissaire aux comptes Monsieur Eric Herremans ont remis leurs démissions.

Luxembourg, le 2 avril 1999.

CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ

LUXEMBOURG

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 avril 1999, vol. 522, fol. 23, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19130/005/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 1999.

PROVAC S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 51.276.

Le mandat des administrateurs, à savoir:

- Monsieur John Weber;

- Monsieur Jean-Marie Theis;

- Monsieur André Heusbourg;

le mandat du commissaire aux comptes, à savoir:

la SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISES S.C., Luxembourg,

ainsi que le siège de la société, à savoir:

9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne, L-1361 Luxembourg,

sont dénoncés avec effet immédiat.

Luxembourg, le 13 avril 1999.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 1999, vol. 522, fol. 2, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19222/549/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 1999.

ZIEGELBAUER, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 65.204.

Le siège de la société, établi à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 avril 1999.

FIDUCIAIRE JOSEPH TREIS

Domiciliataire

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 1999, vol. 522, fol. 55, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19793/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 1999.

EUROBC, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 38.071.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 mai 1999 à 11.00 heures, au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998; affectation des résultats;
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

(01877/755/20)

Le Conseil d'Administration.

AQUA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 26.279.

ANNONCE DE MISE EN PAIEMENT D'UN DIVIDENDE

Un dividende sera mis en paiement à partir du 26 mai 1999:

USD 14,- par action AQUA A AMERIQUE distribution coupon n° 5

€ 10,- par action AQUA D ALLEMAGNE distribution coupon n° 5

€ 10,- par action AQUA G EUROPE distribution coupon n° 5

CAD 20,- par action AQUA J CANADA distribution coupon n° 5

Les paiements se feront aux guichets de:

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

7, boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg et

BANQUE DEGROOF S.A.

44, rue de l'Industrie

B-1040 Bruxelles

Les actions seront cotées ex-dividende à partir du 26 mai 1999. Le paiement du dividende est soumis en Belgique au précompte mobilier.

Le dernier rapport périodique est disponible auprès des établissements assurant le service financier.

(02080/755/22)

FINIBANCO INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 64.705.

To the unitholders of FINIBANCO PORTFOLIO FUND

This is to inform you that FINIBANCO INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT S.A., as Management Company of FINIBANCO PORTFOLIO FUND (hereafter referred to as «the Fund»), has decided to convene an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of unitholders of the Fund to be held at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg at the offices of CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A. on May 26th, 1999 at 10.00 a.m. in Luxembourg to resolve upon the conversion of the Fund into an investment company with variable capital.

The Agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

- 1) Decision to convert the Fund into an investment company with variable capital pursuant to article 110 (2) of the Law dated 30th March 1988 relating to Undertakings for Collective Investment and adoption of the Articles of Incorporation which have been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of May 10th, 1999 and which have been made available for inspection at the registered office of the Management Company in Luxembourg and of FINIBANCO S.A. in Lisbon.
- 2) Appointment of the directors of the Management Company as directors of the investment company with variable capital.
- 3) Continuation of the appointment of the auditor.
- 4) Delegation to any director of powers to take any step necessary or useful in connection with the implementation of these resolutions, and in particular the signing of new custodian, domiciliary, distribution, service and advisory agreements for the SICAV.

No quorum is required for this general meeting and the decision will be taken by unitholders holding two thirds of the units represented at the meeting.

In order to take part at the extraordinary general meeting the unitholders who are not able to attend the meeting are invited to vote by proxy. Proxy forms are available upon request at the registered office. In order to be valid proxy forms duly completed must be received at the registered office, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., 5 clear days prior to the extraordinary general meeting.

Unitholders are advised that a letter from the Management Company explaining the reasons of the proposed conversion of the unincorporated mutual fund into a corporate entity and the draft of the articles of incorporation to be adopted are available free of charge at the registered offices of CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A. in Luxembourg and of FINIBANCO S.A. in Lisbon.

Luxembourg, 9 May, 1999.

I (02170/000/39)

The Board of Directors.

DEMBA INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 40.241.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de notre société qui se tiendra au 222A, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg en date du 28 mai 1999 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège social;
2. Elections statutaires;
3. Divers.

I (02298/000/15)

Signature
Le Conseil d'Administration

ESPIRITO SANTO FINANCIAL GROUP S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 22.232.

By this notice, the shareholders are convened to attend the

ANNUAL GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on Friday 28th May 1999 at 11.00 a.m. at Hôtel Le Royal, 12, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Agenda:

1. Management report by the Board of Directors and Auditors' report on Statutory and Consolidated Accounts for the year to 31st December 1998.
2. Approval of the audited accounts and of the distribution of earnings for the period ended 31st December 1998.
3. Discharge of the Board of Directors and Statutory Auditors in respect of the year ended 31st December 1998.

In accordance with Luxembourg law dated 4th December 1992, concerning important shareholdings in companies listed on the Luxembourg Stock Exchange, any shareholders who are the beneficial owners of more than 10% of the shares of the Company directly or in the form of ADS's, are requested to disclose their positions.

I (02171/521/18)

The Board of Directors.

D'URVILLE S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 25.060.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 25 mai 1999 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

I (01973/000/16)

Le Conseil d'Administration.

AQUILON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.641.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 28 mai 1999 à 9.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1998.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers

I (02040/008/17)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE ANONYME DES ANCIENS ETABLISSEMENTS RAYMOND GOEDERT.

Siège social: Luxembourg, 140, route d'Esch.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 31 mai 1999 à 11.00 heures à Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1998;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
4. Répartition du bénéfice;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au siège de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg-Kirchberg ou au siège de la société à Luxembourg, 140, route d'Esch, pour le 25 mai 1999 au plus tard.

I (01673/000/19)

*Le Conseil d'Administration.***SOBIM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 46.394.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires, qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 8, boulevard Joseph II, le 28 mai 1999 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes concernant l'année financière se terminant au 31 décembre 1998;
2. Approbation des bilans concernant l'année mentionnée ci-dessus et affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire;
4. Ratification de la nomination d'un nouvel administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'année 2001;
5. Divers.

I (01790/000/19)

*Le Conseil d'Administration.***FRUCTILUX, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 26.728.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE RECONVOQUEE

des actionnaires de notre société qui se tiendra au siège social, 8, boulevard Royal, en date du 9 juin 1999 à 11.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Elimination des quatre dernières lignes formant le dernier alinéa de l'article 5 des statuts.
2. Modification de l'article 25 des statuts en remplaçant dans la première et la troisième ligne du dernier alinéa dudit article les termes «FF (francs français)» par le terme «Euro».
3. Modification du premier alinéa de l'article 27 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:
«En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.»
4. Modification de l'article 27 des statuts en ajoutant au texte dudit article les paragraphes suivants:
«La décision de liquider une ou plusieurs classes d'actions est prise par le conseil d'administration de la société. Une telle décision peut être prise en particulier à cause des conditions suivantes:
- si dans un ou plusieurs pays, dans lesquels la Sicav investit ses fonds, un changement de la situation politique ou économique intervient,
- si les avoirs nets d'une classe d'actions tombent en dessous de la contre-valeur de Euro 1.250.000,-.
La décision de dissolution ainsi que les modalités de la mise en liquidation d'une ou de plusieurs classes d'actions sont publiées dans le Mémorial, un journal luxembourgeois ainsi que tous autres journaux à déterminer par le conseil d'administration.

Jusqu'à l'exécution de la décision de la mise en liquidation, la société peut continuer à racheter, sans commission de rachat, des actions de la ou des classes à liquider en se basant sur la valeur de l'actif net de ces actions qui tient compte des frais de liquidation.

Les avoirs, qui à la clôture de la ou des classes à liquider en se basant sur la valeur de l'actif net de ces actions qui tient compte des frais de liquidation.

Les avoirs, qui à la clôture de la ou des classes d'actions n'ont pas pu être distribués aux bénéficiaires, sont gardés en dépôt pendant une période de six mois au maximum à compter de cette date auprès de la banque dépositaire. Passé ce délai, ces avoirs sont déposés à la Caisse des Consignations au profit des bénéficiaires.

Le conseil d'administration a également tout pouvoir pour décider l'apport des actifs d'une classe d'actions de la société à une autre classe d'actions de la société sous réserve du respect des mêmes conditions que celles applicables en cas de liquidation notamment en matière de publications et des autres formalités visant à assurer le respect des droits des actionnaires de la société.

En particulier, les actionnaires du ou des compartiments concernés auront la possibilité de sortir sans frais pendant une période minimale d'un mois à compter de la date de la publication de la décision relative à l'apport et cela même lorsque ce compartiment est fermé au rachat. A l'expiration de cette période, la décision relative à l'apport engagera l'ensemble des actionnaires qui n'ont pas fait usage de cette possibilité.»

5. Divers.

Les décisions sur les points à l'ordre du jour de la seconde Assemblée Générale Extraordinaire ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de la BANQUE POPULAIRE DU LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

I (01966/755/51)

Le Conseil d'Administration.

EDM INTERNATIONAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 50.523.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 1999 à 9.00 heures au siège social de la société pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 31 décembre 1998; affectation des résultats;
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires au porteur désireux de participer à l'assemblée sont priés de déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg.

I (02004/584/22)

Le Conseil d'Administration.

ARBED, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 6.990.

Les actionnaires de la société anonyme ARBED sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 28 mai 1999, à 11.00 heures, au siège social, 19, avenue de la Liberté à Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les objets suivants:

Ordre du jour:

- 1) Rapport de gestion du Conseil d'administration et attestation des réviseurs d'entreprises sur les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 1998.
- 2) Approbation des comptes annuels et des comptes consolidés au 31 décembre 1998.
- 3) Affectation du résultat.
- 4) Décharge à donner aux administrateurs.
- 5) Augmentation du nombre des administrateurs de 22 à 24.
- 6) Nominations au Conseil d'administration et désignation des réviseurs d'entreprises.

- 7) Conversion du capital social en euros et augmentation du capital social dans la mesure nécessaire pour porter le pair comptable des actions de LUF 2.000,- (soit EUR 49,5787) à EUR 50,-, par incorporation dans le capital d'un montant correspondant prélevé sur la réserve statutaire indisponible; conversion en euros de l'autorisation d'augmenter le capital donnée le 27 mars 1998 au Conseil d'administration et des autres montants figurant dans les statuts et exprimés en francs luxembourgeois. Adaptation des dispositions statutaires afférentes.
- 8) Autorisation à accorder au Conseil d'administration, pour une période maximale de 18 mois, d'acquérir des actions de la Société ou d'en faire acquérir par d'autres sociétés du groupe visées par l'article 49bis de la loi du 10 août 1915; détermination du nombre maximum d'actions à acquérir ainsi que des contre-valeurs minimale et maximale d'acquisition.
- 9) Divers.

Le Conseil d'administration rappelle aux actionnaires que, pour pouvoir faire partie de l'assemblée, ils auront à se conformer à l'article 30 des statuts.

Le dépôt des actions pour cette assemblée pourra être effectué jusqu'au 22 mai 1999 inclus, soit cinq jours avant l'assemblée, dans un des établissements ci-après:

Au Grand-Duché de Luxembourg:

- 1) au siège social, 19, avenue de la Liberté, à Luxembourg;
- 2) à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG;
- 3) à la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG;
- 4) à la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT;
- 5) à la KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE;
- 6) à la BANQUE DE LUXEMBOURG.

En Belgique:

- 1) à la GENERALE DE BANQUE;
- 2) à la BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.

En France:

- 1) à la SOCIETE GENERALE;
- 2) à l'UNION EUROPEENNE DE CIC;
- 3) au CREDIT LYONNAIS;
- 4) au CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ.

Aux Pays-Bas:

à la ABN-AMRO BANK.

En Suisse:

à l'UBS S.A.

En République Fédérale d'Allemagne:

- 1) à la DRESDNER BANK AG;
- 2) à la BHF-BANK AG;
- 3) à la COMMERZBANK AG;
- 4) à la DEUTSCHE BANK AG;
- 5) à la BAYERISCHE HYPO- UND VEREINSBANK AG;
- 6) à la WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE.

Les procurations devront être parvenues au plus tard le 25 mai 1999 au siège de la société.

Luxembourg, le 26 avril 1999.

Le Conseil d'administration

J. Kinsch
Président

I (02086/571/62)

OLIPARTEX HOLDING S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 28.480.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 28 mai 1999 à 11.00 heures au siège social, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire-vérificateur;
2. Décharge au liquidateur et au commissaire-vérificateur;
3. Clôture de la liquidation et désignation de l'endroit où les livres et documents comptables de la société seront déposés pour une période de 5 ans;
4. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée au siège de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

I (02271/755/18)

Le Conseil d'Administration.

IMPERIO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 46.544.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 mai 1999 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration sur l'exercice au 31 décembre 1998;
2. Rapports du Réviseur d'entreprises pour l'exercice au 31 décembre 1998;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
4. Conversion du capital en EURO;
5. Affectation des résultats;
6. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'entreprises;
7. Ratification de la cooptation de deux administrateurs;
8. Réélections statutaires;
9. Questions diverses.

I (02300/032/18)

Le Conseil d'Administration.

POLE STAR HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 61.010.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue de façon extraordinaire de la société qui se tiendra le 26 mai 1999 à 18.00 heures au siège social, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date statutaire de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 1998 et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998;
3. Affectation du résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée au siège de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

I (02238/755/21)

Le Conseil d'Administration.

MULTILINK, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 34.221.

Notice is hereby given to the shareholders that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of our company will be held at the office of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on May 18, 1999 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Statement of Assets and Liabilities and of the Statement of Operations for the year ended December 31, 1998; Appropriation of the results;
3. Discharge to the Directors;
4. Statutory Appointments;
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (02033/584/22)

The Board of Directors.

BEROX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 47.274.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 mai 1999 à 10.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1998
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux comptes
5. Réélection des membres du Conseil d'Administration
6. Réélection du commissaire aux comptes
7. Divers

II (01323/520/18)

Le Conseil d'Administration.

SICHEL, Société Anonyme.

Siège social: Pontpierre.
R. C. Luxembourg B 5.322.

Convocation à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 81, rue de Luxembourg, L-4391 Pontpierre, le jeudi 20 mai 1999 à 17.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1998; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations.
5. Divers.

Prière de se conformer à l'article 21 des statuts.

II (01324/000/18)

Le Conseil d'Administration.

IMMOCORP, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 26.003.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav IMMOCORP à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 10.00 heures à la BANQUE DE LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Examen et approbation des comptes de l'Exercice Financier d'IMMOCORP arrêté au 31 décembre 1998.
3. Allocation et distribution des profits proposées par le Conseil d'Administration.
4. Décharge à donner aux Administrateurs.
5. Dividende sous la forme d'actions: Modalités de distribution.
6. Elections statutaires.
7. Rémunération aux Administrateurs.
8. Divers.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès d'une des banques suivantes:

Luxembourg: BANQUE DE LUXEMBOURG
CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ LUXEMBOURG
FORTIS BANK LUXEMBOURG

Belgique: CGER BANQUE S.A.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01697/755/28)

Le Conseil d'Administration.

FILTILUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.
R. C. Luxembourg B 41.246.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 mai 1999* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Ratification de la cooptation d'un administrateur.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (01766/000/18)

Le Conseil d'Administration.

M & J CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.
R. C. Luxembourg B 20.241.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 mai 1999* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Ratification de la cooptation d'un administrateur.
5. Divers.

II (01767/000/18)

Le Conseil d'Administration.

THALES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 18.573.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 mai 1999* à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1998;
- b) rapport du commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1998;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) remplacement de la FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN par MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. ET CIE, S.e.c.s.;
- g) divers.

II (01768/045/18)

Le Conseil d'Administration.

ANBECA HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 33.365.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi *19 mai 1999* à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1998.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration
Signature

II (01799/008/18)

R.I.E. REALISATION IMMOBILIERE EUROPEENNE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2432 Luxembourg, 1, place de Roedgen.
R. C. Luxembourg B 45.712.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 19 mai 1999 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Délibération et décision conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Divers.

II (01772/664/16)

Le Conseil d'Administration.

**ATLI - ADVANCED TECHNOLOGY LUXEMBURG INVESTMENT S.A.,
Société Anonyme.**

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 55.844.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1998.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration*Signature
Signature

II (01800/008/19)

SHANTAR HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 33.624.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1998.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration
Signature

II (01801/008/18)

PEF HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 53.280.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1998.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration
Signature

II (01802/008/18)

INREDE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 36.485.

Etant donné qu'à l'Assemblée Générale Statutaire des actionnaires de la société INREDE S.A. qui s'est tenue le 15 avril 1999, le quorum requis pour délibérer valablement sur l'article 100 de la loi du 10 août 1915 n'était pas atteint, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social à Luxembourg le 25 mai 1999 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
2. Divers.

II (01809/696/16)

Le Conseil d'Administration.

BIO-TECH INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 28.341.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 18 mai 1999 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1998.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

II (01829/005/17)

Le Conseil d'Administration.

MOBILINVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.321.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV MOBILINVEST à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 17.00 heures dans les locaux de PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A., 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.

3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs.
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01833/755/23)

Le Conseil d'Administration.

PETERCAM MONETA, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 33.352.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV PETERCAM MONETA à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 14.30 heures dans les locaux de PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A., 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs.
5. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01834/755/22)

Le Conseil d'Administration.

BPER INTERNATIONAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 61.517.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at 291, route d'Arlon, Luxembourg, on May 19, 1999 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and the Auditors.
2. Approval of the financial statements as of December 31, 1998.
3. Decision on allocation of net profits.
4. Discharge of the Directors and of the Auditors in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ended December 31, 1998.
5. Election and Remuneration of the Board Members.
6. Appointment of the Auditor.
7. Miscellaneous business.

Notes

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

- in person by producing at the Meeting a blocking certificate issued by the Custodian Bank, UBS (LUXEMBOURG) S.A. or the Italian Correspondent Bank, BANCA POPOLARE DELL'EMILIA ROMAGNA, Modena, which will be issued to them against blocking of their shares, at latest on May 11, 1999.

- by proxy by completing the form of proxy which will be made available to them against blocking of their shares as aforesaid. The proxies must be sent together with the blocking certificate to and have to be in possession of BPER INTERNATIONAL SICAV c/o UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. at latest on May 16, 1999

Shares so blocked will be retained until the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

II (01905/755/30)

The Board of Directors.

PECAP, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.817.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV PECAP à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 16.00 heures dans les locaux de PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A., 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs.
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01835/755/23)

Le Conseil d'Administration.

BOND UNIVERSALIS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 22.223.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV BOND UNIVERSALIS à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 12.00 heures dans les locaux de PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A., 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs.
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01836/755/23)

Le Conseil d'Administration.

COSMOS LUX INTERNATIONAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 41.467.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 mai 1999 à 11.00 heures au 1A, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1998.
3. Approbation du changement en Euro des réserves légales et du rapport à nouveau pour l'exercice 1999.
4. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée à l'adresse indiquée ci-dessus.

II (01950/032/19)

Le Conseil d'Administration.

PROVENTUS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 27.128.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV PROVENTUS à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 14.00 heures dans les locaux de PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A., 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs.
5. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01837/755/22)

Le Conseil d'Administration.

SEN MON FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 35.176.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV SEN MON FUND à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 mai 1999 à 11.30 heures dans les locaux de PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A., 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs.
5. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (01838/755/22)

Le Conseil d'Administration.

ARCALIA INTERNATIONAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 47.380.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 19 May 1999 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Authorized Independent Auditor.
2. Approval of the annual accounts as at 31 December 1998.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended 31 December 1998.
4. Modification of the articles of incorporation in order to change the consolidated currency into Euro.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

II (01951/755/20)

By order of the Board of Directors.

ADELAÏDE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 43.310.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 mai 1999 à 9.00 heures au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998; affectation des résultats;
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Seront admis à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV, et les propriétaires d'actions au porteur pour autant que ces derniers aient déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant la date de l'Assemblée aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (01841/755/24)

Le Conseil d'Administration.

FIXED INCOME TRANSWORLD FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 22.648.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 mai 1999 à 10.00 heures, au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998; affectation des résultats;
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires au porteur désireux de participer à l'Assemblée sont priés de déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant la date de l'Assemblée auprès de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, Luxembourg.

II (01876/755/23)

Le Conseil d'Administration.

EUROPEAN METALLURGIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 59.588.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 mai 1999 au siège social de la société pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport de vérification du commissaire pour la période du 12 juin 1997 (date de constitution) au 31 décembre 1997
2. Approbation des comptes annuels pour la période du 12 juin 1997 (date de constitution) au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire
5. Elections statutaires
6. Divers

II (01952/778/18)

Le Conseil d'Administration.

CDC INTERNATIONAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 53.023.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de CDC INTERNATIONAL FUND qui se tiendra au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, le 21 mai 1999 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
- 2) Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998; affectation des résultats;
- 3) Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
- 4) Nominations statutaires;
- 5) Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Seront admis à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV, et les propriétaires d'actions au porteur pour autant que ces derniers aient déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant la date de l'Assemblée aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (01906/755/25)

Le Conseil d'Administration.

EURO STILLHALTER, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer.
H. R. Luxemburg B 41.995.

Gemäss Art. 12, 14 und 15 der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre auf den 19. Mai 1999 um 15.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses samt GuV sowie der Berichte von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer über das Geschäftsjahr vom 1. Februar 1998 bis zum 31. Januar 1999
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss samt GuV und die Ergebnisverwendung
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats
4. Entlastung von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer
5. Bestätigung der Kooptation des Verwaltungsratsmitglieds Dipl.-Kfm. Manfred Caesar und Verlängerung der Mandate des Verwaltungsrats wie des Wirtschaftsprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen jährlichen Generalversammlung zum Geschäftsjahr 2004/2005.
6. Verschiedenes

Damit die Generalversammlung über die Beschlüsse der Tagesordnung abstimmen kann, ist kein Quorum notwendig. Die Entscheidungen der Generalversammlung werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung teilnehmen wollen, müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate bei folgenden Stellen hinterlegen:

- SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxembourg, 31, allée Scheffer
- BANKHAUS SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. KGaA, Frankfurt, Bockenheimer Landstrasse 20
- BANKHAUS SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. KGaA, Köln, Unter Sachsenhausen 4
- BANK GEBRÜD. GUTMANN Nfg. A.G., Wien, Schwarzenbergplatz 16
- BANKHAUS CARL SPÄGLER & CIE., Salzburg, Schwarzstrasse 1
- BANK MeesPIERSON N.V., Amsterdam, Rokin 55

Auf der Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung werden die Aktionäre dann ohne weitere Formalitäten zur Generalversammlung zugelassen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäss Art. 13 der Statuten durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie neben der Hinterlegungsbestätigung eine entsprechende schriftliche Vollmacht erteilen und beides wenigstens fünf Tage vor der Versammlung bei der Gesellschaft am Gesellschaftssitz einlegt.

Luxemburg, den 26. April 1999.

II (01954/000/38)

Der Verwaltungsrat.

ORPHEE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 35.423.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mardi 18 mai 1999 à 14.00 heures au siège social de la société avec, l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

II (01916/000/15)

Le Conseil d'Administration.

CLT-UFA, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R. C. Luxembourg B 6.139.

Mesdames et Messieurs les titulaires de parts sociales sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu au siège social, 45, boulevard Pierre Frieden à Luxembourg-Kirchberg, le mardi 18 mai 1999 à 14.30 heures de l'après-midi, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du réviseur d'entreprises sur l'exercice 1998
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998 et affectation du résultat
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'administration à l'honneur de rappeler à Mesdames et Messieurs les actionnaires au porteur que, pour pouvoir prendre part à ladite assemblée, le dépôt des parts sociales au porteur devra être fait cinq jours au moins avant la réunion, dans les caisses de la société à son siège social ou d'un des établissements bancaires suivants:

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG
BANQUE PARIBAS (LUXEMBOURG)
BANQUE DE LUXEMBOURG
KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE
SOCIETE GENERALE BANK & TRUST (LUXEMBOURG).

De même les actionnaires qui souhaiteront se faire représenter à ladite assemblée générale par un autre détenteur de parts sociales devront déposer leur(s) procuration(s) au siège social cinq jours avant la réunion.

Les documents visés à l'article 73 de la loi sur les sociétés commerciales sont à la disposition des actionnaires au siège de la société quinze jours avant lesdites assemblées générales.

II (01934/000/31)

Le Conseil d'Administration.

SELAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 61.043.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 mai 1999 au siège social de la société pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport de vérification du commissaire pour la période du 3 octobre 1997 (date de constitution) au 31 décembre 1997
2. Approbation des comptes annuels pour la période du 3 octobre 1997 (date de constitution) au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire
5. Elections statutaires
6. Divers

II (01953/778/18)

Le Conseil d'Administration.

SOGE LUX FUND II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11-13, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 62.632.

Compte-tenu des difficultés à assurer une gestion efficiente de SOGE LUX FUND II, en raison d'une insuffisance d'actifs, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de proposer aux actionnaires la dissolution de la sicav.

A cet effet, le Conseil d'Administration convoque les actionnaires à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, le 20 mai 1999 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Liquidation de la sicav
2. Nomination de la FIDUCIAIRE MONTBRUN / Luxembourg, représentée par Monsieur Marc Lamesch, comme liquidateur, détermination des pouvoirs et de la rémunération dudit liquidateur
3. Date et ordre du jour des 2^{ème} et 3^{ème} Assemblées Générales

Modalités d'admission à l'assemblée

L'Assemblée ne délibérera valablement que si cinquante pour cent des actions en circulation sont représentées et les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires du compartiment unique ASIA PACIFIC OPPORTUNISTIC FUND seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la société, à son siège (11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg - TITR/BOC - administration SOGE LUX FUND II), le 14 mai 1999 au plus tard, leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Les détenteurs d'actions en comptes devront, en outre, pouvoir produire au bureau de l'Assemblée une attestation de blocage de leurs titres en les caisses d'un intermédiaire agréé ou de SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A. / Luxembourg.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix; à cet effet, des formules de procuration sont disponibles au siège de la société.

Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues au siège de la société, avant le 14 mai 1999 au soir.

II (01956/045/32)

Le Conseil d'Administration.

GREMIR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le vendredi 21 mai 1999 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

II (01970/000/14)

Le Conseil d'Administration.

RONI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 63.139.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 17 mai 1999 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes pour l'année 1998.
2. Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes pour l'année 1998.
3. Décision relative à l'affectation des résultats de l'exercice 1998.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Décision à prendre concernant la conversion du capital social en Euro.
6. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

II (01998/502/19)

DG LUX MULTIMANAGER I, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 58.249.

Die Aktionäre der DG LUX MULTIMANAGER I, SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Mai 1999 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 1998 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 1998 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Beschluss über Dividenden-Ausschüttung des Teilfonds LACUNA FIRST US-REIT SUBFUND
6. Verschiedenes.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft zwei Arbeitstage vor der Generalversammlung vorliegen.

II (01994/000/24)

Der Verwaltungsrat.

SELANGOR HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 16.742.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 18 mai 1999 à 14.30 heures au siège social, 4, avenue Guillaume à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des Bilan et Compte de Profits et Pertes (consolidés) et affectation des résultats au 31 décembre 1998.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'assemblée, c'est-à-dire le 12 mai 1999 au plus tard, aux guichets des établissements suivants:

- au Luxembourg: chez le CREDIT EUROPEEN, 52, route d'Esch, L-2965 Luxembourg;
- en Belgique: chez la CAISSE PRIVEE BANQUE S.A., 2, place du Champs de Mars, B-1050 Bruxelles et agences;
- en Suisse: chez la COMPAGNIE BANCAIRE GENEVE, 7, place de l'Université, CH-1211 Genève.

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai.

II (01999/000/26)

Le Conseil d'Administration.

ALVECCIO S.A.H., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-6415 Echternach, 7, rue Breilekes.
R. C. Luxembourg B 4.220.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held on May 18th 1999 at 6.00 p.m. at Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse with the following

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and the reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st 1998.
3. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor.
4. Miscellaneous.

II (02088/551/15)

SOCFINAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 5.937.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 18 mai 1999 à 15.30 heures au siège social, 4, avenue Guillaume à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des Bilan et Compte de Profits et Pertes.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'assemblée, c'est-à-dire le 12 mai 1999 au plus tard, aux guichets des établissements suivants:

au Luxembourg: chez le CREDIT EUROPEEN LUXEMBOURG, 52, route d'Esch, L-2965 Luxembourg;
en Belgique: chez la CAISSE PRIVEE BANQUE S.A., 2, place du Champs de Mars, B-1050 Bruxelles et agences;
en Suisse: chez la COMPAGNIE BANCAIRE GENEVE, 7, place de l'Université, CH-1211 Genève.

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai.

II (02000/000/25)

Le Conseil d'Administration.

CITISELECT, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 60.118.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 18 mai 1999 à 11.00 heures, au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des Bilan et Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 1998.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur, qui désirent participer à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs avant la date de l'Assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le rapport annuel au 31 décembre 1998 est à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

II (02266/755/23)

Le Conseil d'Administration.